



# CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL BRIE PICARDIE

500, rue Saint-Fuscien - 80 095 AMIENS Cedex 3

Société coopérative à personnel et capital variable

RCS AMIENS 487 625 436

Le Certificat Coopératif d'Investissement (CCI) de la Caisse Régionale cote au second marché d'Euronext sous le code ISIN FR0010483768.

Au 30 juin 2011, au service de 1 036 504 clients, la Caisse Régionale compte :

- 222 agences de proximité
- 5 agences banque privée
- 1 agence gestion des relations à distance
- 2 agences Crédit Agricole en ligne
- 9 pôles professionnels
- 3 pôles habitat
- 5 centres d'affaires entreprises
- 1 centre d'affaires collectivités publiques
- 1 centre d'affaires promotion immobilière

*Fil assur*



0 969 390 010

appel non surtaxé

*Fil bourse*



0 969 323 460

appel non surtaxé

*Fil crédit*



0 969 360 660

appel non surtaxé

*Fil service*



0 969 392 392

appel non surtaxé

*Internet Mobile*



[m.ca-briepicardie.fr](http://m.ca-briepicardie.fr)

Tarif en vigueur, hors frais de communication

*Internet*



[www.ca-briepicardie.fr](http://www.ca-briepicardie.fr)

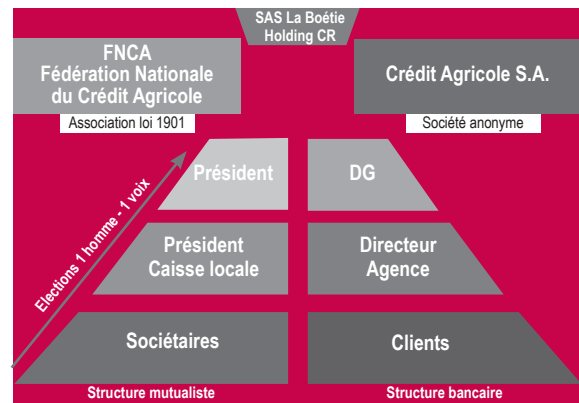
(coût de la communication au tarif en vigueur selon opérateur)

Tous nos points communs sur :  
**onsersemble.com**

# La Gouvernance de la Caisse Régionale

L'identité mutualiste et coopérative constitue pour le Crédit Agricole Brie Picardie un facteur de différenciation. La gouvernance mutualiste de la Caisse Régionale lui permet d'associer les élus et les professionnels à tous les niveaux de la gouvernance, avec la préoccupation d'être utile à l'économie régionale, de participer activement aux décisions de la banque. A chaque niveau de l'organisation collaborent une structure mutualiste et une structure bancaire.

Le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale se prononce sur les orientations stratégiques de l'entreprise et nomme le Directeur Général qui est le chef d'entreprise, dirigeant opérationnel de la banque. Le Conseil d'Administration et le Président de la Caisse Locale travaillent en liaison étroite avec le secrétaire de la Caisse Locale qui est aussi directeur d'agence.



## Présentation du Conseil d'Administration

Le Crédit Agricole Brie Picardie est administré par un Conseil d'Administration composé de 20 membres.

Il se réunit toutes les fois que les circonstances l'exigent et en général une fois par mois. Au cours du premier semestre 2011, le Conseil d'Administration s'est réuni à 5 reprises.

### Composition du Conseil d'Administration au 30 juin 2011

BERTHE Antoine	Membre du Bureau et Administrateur
BIZOUARD Bernard	Administrateur
BOUCHER Didier	Administrateur
BRULIN Jean-Pierre	Administrateur
COURTIER Alain	Administrateur
COUVREUR Roland	Membre du Bureau et Administrateur
CROUX Emmanuel	Administrateur
DE LAMARLIERE Jean	Membre du Bureau et Administrateur
DE WAAL Philippe	Membre du Bureau et Administrateur
DUBOIS Denis	Président Délégué
DUFOUR Georges	Membre du Bureau et Administrateur
GARNIER Jérôme	Administrateur
GREGOIRE Patrice	Membre du Bureau et Administrateur
HACHE Hervé	Membre du Bureau et Administrateur
HERTAULT Claude	Administrateur
LE GRAND Philippe	Vice Président
LESIEUR Alain	Administrateur
LEVESQUE Bruno	Administrateur
PROFFIT Guy	Président
TRUPTIL Jean-Louis	Administrateur

## Cadres de direction de la Caisse Régionale

**Patrick CLAVELOU**  
Directeur Général

**Didier GOY**  
Directeur Général Adjoint

**Christophe GRIFFART**  
**Jean-Louis HOUEL**  
**Joseph LALISSE**  
**Guy POYEN**  
**Nathalie SIRVENT**

## Présentation des Comités

Les principaux comités mis en place par la Caisse Régionale sont les suivants :

- le comité de contrôle interne
- le comité financier
- le comité des risques
- le comité des engagements
- le comité d'audit

Ces instances assurent la mesure et la surveillance des risques selon leur nature (marché, taux, contrepartie...).

# Sommaire

<b>1. Rapport d'activité</b>	<b>7</b>
1.1. Le sens du meilleur service pour les clients .....	8
1.2. La performance Sociale, Sociétale et Environnementale .....	10
1.3. Les résultats financiers de la Caisse Régionale .....	11
1.4. La gestion des risques et les dispositifs de contrôle interne .....	12
1.5. Les perspectives et ambitions de la Caisse Régionale .....	18
<b>2. Comptes consolidés au 30 juin 2011</b>	<b>19</b>
<b>3. Déclaration du responsable</b>	<b>63</b>
<b>4. Rapport des commissaires aux comptes</b>	<b>65</b>



# **1. RAPPORT D'ACTIVITÉ**

Amorcée en 2010, la reprise de la croissance économique des pays développés observe un léger ralentissement. Certains risques pèsent sur la pérennité de la reprise, dont le risque souverain comme en témoignent les difficultés rencontrées par la Grèce, l'Irlande et le Portugal. La mise en œuvre de politique d'austérité budgétaire exerce un effet négatif sur la croissance économique des pays concernés.

D'autre part, les événements géopolitiques du 1<sup>er</sup> semestre 2011, contribuent à la hausse du prix des matières premières dont le pétrole. Cette hausse génère de l'inflation, ce qui a poussé la Banque Centrale Européenne à relever son taux directeur de 0,25 point à 1,25 % le 13 avril dernier.

Après un parcours heurté, le CAC 40 marque une hausse de près de 4,7 %, les performances des marchés actions de la zone euro étant hétérogènes sur la période.

C'est donc dans un contexte économique encore incertain que la Caisse Régionale a poursuivi son développement sur le 1<sup>er</sup> semestre 2011.

à taux progressifs pour valoriser un capital, et le DAT Grandito abonné pour permettre un accès facile à une épargne sécurisée, la Caisse propose en complément un DAT 7 semestres, afin de répondre à un besoin court-moyen terme de certains clients.

Le contexte des taux a permis en février une hausse de la rémunération des livrets, ainsi que des DAT en mai dernier.

Attendue depuis maintenant quelques années, la réforme du plan épargne logement est intervenue le 1<sup>er</sup> mars. Fixé à 2,50 % minimum, le taux est désormais indexé aux taux de marché et ajusté automatiquement chaque année. La durée maximale du PEL est de 15 ans. Au-delà, une transformation automatique en compte sur livret est prévue. Sa fiscalité est inchangée mais la prime d'État est maintenant limitée à un maximum de 1 000 €, sauf en cas de financement d'un projet « vert » où elle est portée à 1 525 €.

Par ailleurs, la commercialisation de fonds à formule à capital garanti à échéance s'inscrit désormais de façon pérenne à la gamme de placements proposés par la Caisse Régionale. Les fonds garantis à échéance Sonance et Sonance Vie, Opalia et Opalia Vie, viennent compléter la gamme fondamentale et patrimoniale de fonds ouverts et répondent ainsi aux besoins de diversification et de performance des clients.

La Caisse Régionale, via sa filiale Pacifica, a également proposé des taux garantis sur la partie fonds euros de ses contrats d'assurance-vie, sans condition de détention ou de souscription d'unités de comptes.

Enfin, le Crédit Agricole Brie Picardie a poursuivi sa politique engagée en matière d'offres de services et d'assurances. La nouveauté de ce 1<sup>er</sup> semestre réside dans la possibilité de souscrire sur internet, en toute autonomie, les contrats d'assurance habitation et automobile. Avec les contrats Protection Juridique, Santé et Garantie des Accidents de la Vie, la Caisse Régionale met aujourd'hui à disposition des clients, une gamme complète de produits d'assurance pouvant être souscrit en ligne.

## 1.1. Le sens du meilleur service pour les clients

### 1.1.1. Proximité et intensité relationnelle

Dans une économie en pleine mutation, marquée par la fracture numérique, le Crédit Agricole Brie Picardie s'adapte aux évolutions sociétales de son territoire.

Constituée de 222 agences de proximité, de pôles et centres d'affaires spécialisés, d'une agence gestion de la relation à distance et de deux agences Crédit Agricole en ligne, la Caisse Régionale offre le maillage d'agences le plus dense de son territoire et de multiples possibilités de relation à distance.

Après l'adaptation en 2010 de son réseau traditionnel d'agences au rythme de vie des clients (ouverture d'agences 6 jours sur 7, libre service bancaire de 6h à 22h...), elle poursuit le développement de ses accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Forte de plus de 283 000 utilisateurs de sa Banque en Ligne, la Caisse Régionale continue à rénover son site internet et à proposer de nouveaux outils. Ainsi de nouveaux espaces dédiés aux jeunes et aux seniors ont fait leur apparition à côté des espaces déjà existants.

Des comparateurs épargnes et cartes bancaires permettent désormais à la clientèle de mieux se renseigner sur les produits correspondants à leurs besoins et enrichissent ainsi la gamme des comparateurs et simulateurs qui a également été améliorée.

La montée en puissance de l'internet mobile s'amplifie et le lancement, prévu au deuxième semestre, de la bourse sur le mobile, confirme l'importance accordée à ce canal. Le succès non démenti de l'application i-Phone Mon Budget continue, avec une deuxième version saluée par les notes des utilisateurs.

La sortie, au mois de juin, de la version Android de cette application, réclamée par nombre de clients, rend celle-ci disponible sur une grande partie des Smartphones du marché actuel.

Deux nouvelles applications sont disponibles sur i-Phone. L'application « Heureux propriétaire » permettant d'accompagner et d'orienter le projet immobilier des clients marque la volonté du Crédit Agricole Brie Picardie d'être présent à chacune des étapes du parcours résidentiel. L'application « Sinistre Pacifica », permet quant à elle, une prise en charge plus rapide des sinistres.

### Une adaptation des offres et un accompagnement prégnant des marchés spécialisés pour «servir utile»

Le Crédit Agricole Brie Picardie continue de proposer des produits de collecte sécurisés. En ce 1<sup>er</sup> semestre 2011, l'épargne a plus que jamais joué un rôle «d'assurance» pour la clientèle, toujours à la recherche de sécurité et de garantie de capital.

Après la révision de la gamme Grandito centrée sur le DAT Grandito classique

### Une présence marquée sur le marché des jeunes

La Caisse Régionale a convié les clients et prospects de quelques agences à des journées portes ouvertes. Dédiées aux enfants et animées par un spectacle de magie, par des sculptures sur ballons et par la distribution de cadeaux, ces journées ont eu pour objectif d'aborder l'avenir des enfants dans un cadre ludique et convivial.

Par ailleurs, le partenariat Mozaïc M6 évolue, avec la mise à jour du site internet [www.ca-mozaic.com](http://www.ca-mozaic.com) et du programme d'avantages Mozaïc, valorisant d'autant plus les avantages de la carte auprès des adolescents.

Quant aux étudiants et aux jeunes actifs, pour la première année, le Crédit Agricole Brie Picardie a mis en place une action multi canal leur permettant d'exprimer leurs futurs projets. Ce système permet à la Caisse Régionale de les contacter et ainsi de les accompagner dans la concrétisation de ces derniers.

### Le Crédit Agricole confirme sa présence sur le marché des professionnels

Malgré un contexte économique encore morose en France pour les TPE, les demandes de financement restent fortes et confirment ainsi la tendance observée sur l'année 2010.

Les réalisations de crédits moyen et long termes à fin juin 2011 sont en progression de 9,6 % et dépassent le niveau de 2008.

Le marché de la reprise / transmission s'avère particulièrement actif notamment dans les activités libérales. Dans les secteurs de l'artisanat et du commerce de proximité, la situation de trésorerie demeure une source d'inquiétude même si celle-ci s'est améliorée au cours du 1<sup>er</sup> semestre. La dynamique des créations d'entreprise s'essouffle, l'engouement pour le statut d'auto-entrepreneur étant moindre, tandis qu'un très léger repli des défaillances d'entreprise est observé. Le Crédit Agricole Brie Picardie affirme sa présence auprès de l'ensemble des partenaires présents sur son territoire en participant aux comités d'agrément organisés par les plates formes d'initiative locales et en poursuivant ses rencontres avec les experts comptables. Dans ce cadre, la Caisse Régionale a signé la convention Jedéclare.com avec l'ordre des experts comptables, lui permettant de développer les échanges informatisés de réception des liasses fiscales et d'envoi des relevés de comptes.



## La Caisse Régionale, partenaire actif sur le marché de l'agriculture

L'activité du semestre a été très influencée par les cours des produits agricoles, pour la plupart en forte hausse par rapport à la même période de 2010, ce qui a fortement soutenu le financement du matériel et a permis de réduire l'endettement des exploitations à court terme.

Cependant, la fin de la période est fortement impactée par les conditions climatiques et ses conséquences sur les exploitations agricoles. C'est donc tout naturellement que le Crédit Agricole participe aux mesures mises en place par la profession et l'Etat pour aider les exploitants à faire face aux conséquences de la sécheresse.

## De fortes mutations en perspectives sur le marché des collectivités publiques

Les collectivités publiques doivent faire face au nouveau défi imposé par la réforme fiscale de la taxe professionnelle. Mise en place à compter de 2010, elle perturbe sensiblement les équilibres budgétaires et les choix politiques de développement urbain ou économique.

De surcroît, la réforme territoriale avance à grands pas et les arbitrages qui seront pris en fin d'année 2011 vont bouleverser l'organisation géographique et fonctionnelle des communes et établissements publics de coopération intercommunautaire.

C'est dans cette conjoncture économique toujours incertaine et en dépit d'une visibilité faible, que les collectivités publiques expriment d'importants besoins de financement. Les collaborateurs spécialisés, en collaboration avec le réseau des agences de proximité, sont particulièrement attentifs à leur apporter le meilleur service.

A fin juin 2011, les encours de crédit moyen et long termes aux collectivités publiques progressent de 11,9 % avec une augmentation significative du nombre de dossiers réalisés de 15,7 % sur un an.

## Des signes de reprises sur le marché des entreprises

Le 1<sup>er</sup> semestre 2011 présente des signes de reprise de l'activité des PME. Leurs besoins de trésorerie, et notamment celles tournées vers l'international, repartent à la hausse : les chargés d'affaires Entreprises se mobilisent pour répondre à l'accroissement du besoin de fonds de roulement des entreprises. Le rythme des transmissions des sociétés s'accélère et les projets d'acquisition d'immobiliers professionnels peuvent illustrer une reprise de la confiance des dirigeants dans l'avenir. Les réalisations de financements d'équipement à moyen terme sont en progression de 5,8 % sur ce 1<sup>er</sup> semestre.

Dans ce contexte, la Caisse Régionale poursuit le renforcement de ses équipes avec l'arrivée d'un responsable des opérations dites de LBO, afin de mieux accompagner les transmissions et le recrutement de jeunes diplômés destinés au développement du portefeuille de clientèle.

### 1.1.2. L'activité de la Caisse Régionale en chiffres

#### La collecte : les ressources de la Caisse Régionale

Les encours de collecte s'élèvent à 21,1 milliards d'euros à fin juin, en augmentation de 4,2 % sur un an, porté par la collecte bilancielle.

La collecte monétaire représente 4,5 milliards d'euros avec pour principale composante les dépôts à vue de la clientèle qui progressent de 3,5 %. Les Dépôts A Terme affichent en parallèle une augmentation de leur encours de 2,5 %, tandis que les encours de titres de créances négociables non financiers progressent de 2,6 %.

L'épargne bancaire atteint près de 9,3 milliards d'euros à fin juin 2011, en progression de 6,3 % sur un an. Cette évolution est portée par une hausse des encours de livrets de 10,7 %. De même, l'épargne logement progresse de 4,4 %, confirmant le regain d'intérêt de la clientèle pour ces produits.

La collecte tierce est en progression de 2,3 % par rapport au 30 juin 2010. Dans un contexte de marchés boursiers fluctuants, les encours d'OPCVM diminuent de 6,4 %, tandis que les encours d'assurance vie affichent une

progression de 4,9 % par rapport au 30 juin 2010, pour atteindre près de 5,8 milliards d'euros au 30 juin 2011, soit 78,9 % des encours de collecte tierce.

En millions €	30/06/2011	30/06/2010	Variation
<b>Encours de collecte</b>	<b>21 084</b>	<b>20 227</b>	<b>857</b>
Monétaire	4 511	4 368	143
Epargne	9 271	8 718	553
Tierce	7 302	7 141	161

## Les crédits : les emplois de la Caisse Régionale

A fin juin 2011, le total des créances proche de 16 milliards d'euros, est en progression annuelle de 8,1 %, traduction de l'engagement de la Caisse Régionale pour accompagner les projets immobiliers de ses clients et nouveaux clients et les financements d'équipement.

Le montant des réalisations crédits à moyen et long termes s'élève à 1,8 milliard d'euros, en progression de plus de 12 % par rapport à la même période 2010. Les réalisations habitat à moyen et long termes augmentent de 16 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2010 qui avait été de bonne tenue. Cette progression d'activité s'inscrit dans une démarche volontariste de la Caisse Régionale et s'appuie sur une gamme de financements attractive, articulée autour de l'optimisation des crédits spécifiques et réglementés tels que le Prêt à Taux Zéro + ou l'Eco prêt. Sur le 1<sup>er</sup> semestre de l'année, une campagne de communication sur les primo accédants a contribué à une augmentation de près de 26 % du nombre de dossiers de prêt à taux zéro réalisés, pour un montant en hausse de 39,5 %. Au global, l'encours de crédit au logement progresse ainsi de 9,7 %, pour atteindre 9,5 milliards d'euros au 30 juin 2011. Les crédits à la consommation connaissent, quant à eux, une baisse des réalisations de 10,7 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2010.

En millions €	30/06/2011	30/06/2010	Variation
<b>Encours de créances</b>	<b>15 967</b>	<b>14 766</b>	<b>1 201</b>
Habitat	9 516	8 673	843
Equipement et autres	5 230	4 794	436
Trésorerie	1 221	1 299	- 78

## Les services et l'assurance

Plus de 28 700 nouveaux clients sont entrés en relation avec la Caisse Régionale sur le 1<sup>er</sup> semestre, soit une progression de 12,7 % par rapport à la même période de 2010.

Dans le domaine des offres de services au quotidien destinées à l'ensemble des particuliers, l'activité a été marquée par la poursuite du développement de la carte Comptant ou à Crédit du Crédit Agricole, la carte Cartwin.

Au global, sur le 1<sup>er</sup> semestre 2011, l'activité sur les moyens de paiement se caractérise par près de 543 000 cartes bancaires pour un nombre d'opérations de retrait proche de 7,9 millions et plus de 37,3 millions d'opérations de paiement réalisés.

Par ailleurs, et dans un marché toujours aussi concurrentiel, le développement des assurances poursuit sa progression rapide prouvant ainsi la pertinence des offres et le dynamisme des équipes. En effet, le Crédit Agricole, au travers de sa filiale Pacifica, a contribué aux innovations du marché, avec la refonte de l'offre auto en juin 2010. Cette innovation est venue renforcer la politique engagée de la Caisse Régionale, qui augmente de près de 10,5 % le nombre de contrats automobiles en portefeuille en un an sur le marché des particuliers. De même, le portefeuille IARD assurance multirisques habitation marque une évolution de 7,3 %.

Par ailleurs, les activités d'assurances dommages poursuivent leur dynamique sur le marché des agriculteurs et professionnels, avec une évolution de 18,5 % en un an.

Avec incorporation des assurances Garantie des Accidents de la Vie, Protection Juridique et Chasse, le nombre de contrats d'assurances IARD en portefeuille sur l'ensemble de la clientèle marque une évolution de près de 9 % par rapport au 30 juin 2010.

Les contrats de prévoyance poursuivent leur développement, avec une dynamique toute particulière sur les contrats Garantie Obsèques qui évoluent de 14,5 % sur un an.

Ces performances prouvent la capacité de la Caisse Régionale à consolider son portefeuille d'assurances en étant plus proche de ses clients. Par ailleurs, en challengeant ses organisations et en créant un «middle office assurances», la Caisse Régionale renforce les synergies entre les collaborateurs du siège et du réseau, et répond aux ambitions de son projet d'entreprise de placer les intérêts du client au cœur de ses préoccupations.

## 1.2. La Performance Sociale, Sociétale et Environnementale

### 1.2.1. Les ressources humaines

Au 30 juin 2011, dans la continuité des synergies réalisées depuis quatre ans, les effectifs de Brie Picardie s'élevaient à 2 580 ETP (Equivalent Temps Plein), soit une réduction en année glissante de près de 50 ETP.

Dans le but de renforcer le conseil auprès des clients, les équipes développent leurs compétences en bénéficiant notamment d'un plan de formation ambitieux. Pour anticiper et préparer les compétences de demain, des revues d'effectifs ont été réalisées avec l'ensemble des managers, et des « viviers » composés de nouveaux collaborateurs et de salariés de l'entreprise ont vu le jour pour les métiers d'assistants commerciaux, de conseillers de clientèle particuliers et de conseillers professionnels. De même, 220 managers du réseau d'agences de proximité ont renforcé leurs connaissances sur les produits d'épargne. Enfin, l'enseignement bancaire (Bachelor, Magister ou ITB) a été vivement encouragé par une large communication, permettant aux collaborateurs de se perfectionner dans les domaines bancaire et financier.

Au total, et pour le 1er semestre, près de 5 000 jours de formation ont été dispensés.

Pour maintenir notre disponibilité auprès des clients utilisant les divers moyens de communication (agences, téléphone, internet), plus de 70 recrutements en contrat à durée indéterminée ont été validés sur les 6 derniers mois et 60 alternants intégreront les équipes en septembre en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation. Tous seront affectés dans les agences de proximité, agences spécialisées ou plateformes téléphoniques.

Les équipes ressources humaines et les équipes du réseau commercial se mobilisent par leur présence dans les forums (organisés par les différents partenaires : écoles, universités, pôles emplois, ...) et les événements recrutement propres à la Caisse Régionale (5 au 1er semestre 2011 dans les villes de Beauvais, Amiens, Melun, Marne-la-Vallée et Fontainebleau) ; ce concept « maison » permet de mettre en contact des candidats et nos professionnels de la banque, et de présenter la grande diversité de nos métiers. Gage de la bonne santé de l'entreprise, associée à un accord d'entreprise volontariste, l'ensemble des collaborateurs de l'entreprise présents depuis plus de 3 mois en 2010, a perçu au titre de la participation et de l'intéressement un montant supérieur à 3 mois de salaire.

Enfin, d'un point de vue social, cette fin de semestre a également été marquée par la signature de trois accords de branche majeurs liés à la formation, au handicap et aux conditions de travail.

### 1.2.2. Vie mutualiste et implication territoriale

En cohérence avec le projet du Groupe Crédit Agricole, ancré sur son identité réaffirmée, le Crédit Agricole Brie Picardie a su en ce 1<sup>er</sup> semestre démontrer la spécificité, la solidité et l'utilité de son modèle mutualiste au service de son territoire et de ses acteurs. Ouverte début avril 2011, la possibilité de souscrire des parts sociales volontaires contribuera à élargir le socle du sociétariat de la Caisse Régionale, gage d'un développement ambitieux et maîtrisé. Du 25 janvier au 11 mars, le cycle 2011 des Assemblées Générales de caisses locales a permis de valoriser ce modèle et de communiquer sur ces valeurs. Ces 67

réunions publiques menées d'un bout à l'autre de nos territoires ont rassemblé cette année près de 16 000 sociétaires. Le thème fédérateur « les technologies au service de l'homme » choisi pour les animer traduisait la volonté du Crédit Agricole d'accompagner ses clients dans un monde en constante évolution.

Ainsi, le Crédit Agricole Brie Picardie démontre que les hommes et les femmes sont au centre de son organisation, qu'il s'agisse de ses 2 853 collaborateurs ou de ses 968 élus. Parmi ces derniers, 44 nouveaux administrateurs aux origines socioprofessionnelles diverses perpétuent le renouveau du sociétariat de la Caisse Régionale.

Au sein des caisses locales, les élus contribuent à faire vivre et à relayer les valeurs mutualistes, en soutenant des projets portés par des associations locales par le biais d'un fonds dédié, le Fonds d'initiatives locales. En ce premier semestre 2011, ce fonds a apporté son soutien à 44 projets. De la remise en état du local de l'association « Le Muguet - autisme 60 », mis à disposition par la mairie de Noyon, à la consolidation des berges des hortillonnages d'Amiens par 12 adultes en réinsertion, en passant par la création d'une bibliothèque adaptée de la maternelle au CM2, pour susciter chez les enfants de Crécy la Chapelle l'envie et le plaisir de lire, toutes ces actions témoignent de la volonté de la Caisse Régionale de mettre en œuvre ses valeurs mutualistes que sont la proximité, la responsabilité et la solidarité.

Autre vecteur de communication des valeurs portées par la Caisse Régionale et les caisses locales, le Fonds de dotation Brie Picardie Initiatives a réuni son premier Conseil d'Administration le 12 avril 2011. Porté par ses membres fondateurs, la Caisse Régionale et l'ensemble des caisses locales, Brie Picardie Initiatives a vocation à soutenir sur son territoire des projets, notamment en matière de développement durable, de santé, de lutte contre l'illettrisme et de sauvegarde du patrimoine vivant. Son statut juridique, issu de la loi de modernisation de l'économie de 2008 et sa structure lui confèrent un caractère totalement original dans le paysage du mécénat bancaire. Lors de son conseil du 12 avril, il a décidé d'accorder son soutien à deux premiers dossiers. Il s'agit de la remise en état du Jeu de l'Oie du parc du château de Chantilly par une association d'insertion, en partenariat avec le Fonds d'Initiative locales et de la consolidation et de l'aménagement paysager de l'Île Robinson dans le cadre de l'opération de sauvegarde des Hortillonnages d'Amiens.

### 1.2.3. Le développement durable

En 2010, la Caisse Régionale optimisait la consommation électrique de son parc de micro ordinateur par la coupure et le redémarrage des postes informatiques réalisé 4 nuits par semaine. Actuellement, avec 2 300 ordinateurs installés dans notre réseau d'agences, cette action contribue à une réduction des émissions de carbone équivalente à 9 heures de consommation électrique par jour et par poste. Avec une moyenne de 60g de CO<sub>2</sub> par kW produit, cela représente une réduction de 18,6 tonnes d'émission de CO<sub>2</sub>/an ou équivalent de 154 960 Kms (4 fois le tour de la terre) parcourus par un véhicule léger avec bonus écologique.

En 2011, la Caisse Régionale poursuit sa démarche de rénovation de son parc immobilier en adoptant des techniques prenant en considération des critères de performance énergétique. Les solutions adoptées sont multiples. Concernant l'isolation, la rénovation passe par la mise en œuvre de système d'isolation par l'extérieur, le doublage thermique des murs, les huisseries à double vitrage et le contrôle solaire, les rideaux métalliques à lames pleines entre la zone accueil de l'agence et la zone Libre Service Bancaire, et la pose de film solaire athermique sur les baies fortement exposées à l'ensoleillement. Pour le chauffage, cela concerne la mise en place de chaudière à condensation double flux, ou encore le remplacement des convecteurs électriques ancienne génération par des panneaux rayonnant chaleur douce.

Par ailleurs, la Caisse Régionale installe des systèmes substitutifs à la climatisation, une ventilation rafraîchie à double flux réversible. Les flux et de la gestion de température sont optimisés par des installations à eau glacée.

La technologie LED sur les enseignes lumineuses et les cadres d'affiches publicitaires ainsi que l'automatisation des éclairages, par radar capteur de passage ou horloge astronomique constituent les principales actions en termes d'éclairage.

Enfin, la gestion de l'eau fait l'objet d'une veille accrue et des dispositifs d'économie d'eau sont mis en place.

## 1.3. Les résultats financiers de la Caisse Régionale

### 1.3.1. Les comptes sociaux

#### Le Compte de Résultat

Le Produit Net Bancaire à fin juin 2011 s'élève à 325,4 millions d'euros en hausse de 8,7 % par rapport à celui enregistré à la même époque en 2010.

Le Produit Net Bancaire issu de l'activité clientèle constitué de la marge d'intermédiation globale, des commissions de collecte, des services et des commissions d'assurances se situe en juin 2011 à 270,9 millions d'euros en augmentation de 8,7 %.

La marge d'intermédiation globale est de 162 millions d'euros en progression de 12,2 % par rapport à juin 2010, et les commissions assises sur les encours de la collecte en assurance vie et en valeurs mobilières sont en progression de 4,6 % sur cette même période. En parallèle, les produits issus des services bancaires et accessoires s'élèvent à 57,6 millions d'euros en progression de 3,6 % par rapport à fin juin 2010. La contribution des services et accessoires représente ainsi 21,3 % du Produit Net Bancaire d'activité clientèle.

L'activité assurances, quant à elle, dégage des produits en augmentation de 4 %.

Au 30 juin 2011, les produits issus du portefeuille titres ont progressé de 11,4 % par rapport à l'an dernier à la même époque. Sur le premier trimestre, la matérialisation d'une plus value réalisée suite à un échange de titres sur la SCI Oise est venue conforter l'évolution positive du PNB sur portefeuille.

Les charges de fonctionnement nettes représentent 142,4 millions d'euros, et restent maîtrisées avec 2,8 % de hausse par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2010. Cette évolution s'explique par les coûts de construction du futur système d'information unique « NICE » de toutes les caisses régionales et sous l'effet de nouvelles charges fiscales et réglementaires.

Par ailleurs le montant de l'enveloppe Intéressement et Participation est en hausse de plus de 1 million d'euros par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2010.

Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à près de 183 millions d'euros, supérieur de 13,8 % à celui de juin 2010.

Le coût du risque s'élève à 20,5 millions d'euros, en baisse de 28,7 % par rapport au 30 juin 2010. Les créances douteuses et litigieuses représentent 2,2 % des encours de crédits contre 2,3 % en juin 2010, et sont provisionnées à 74,9 % à fin juin 2011. Conformément à la réglementation, la Caisse Régionale a conforté son niveau de provisions collectives et de risques généraux, poursuivant ainsi sa politique de couverture des risques actuels et futurs. Les dotations nettes au FRBG s'établissent au 30 juin à 17,6 millions d'euros.

Après intégration de la charge fiscale, le résultat net social s'établit à 98,3 millions d'euros contre 86,5 millions au 30 juin 2010.

En millions €	30/06/2011	30/06/2010	Variation
Produit Net Bancaire	325,4	299,3	8,7 %
dont PNB d'activité clientèle	270,9	249,2	8,7 %
Charges de fonctionnement nettes	142,4	138,6	2,8 %
Résultat brut d'exploitation	183,0	160,7	13,8 %
Résultat net social	98,3	86,5	13,6 %

#### Le Bilan

Le bilan du Crédit Agricole Brie Picardie s'élève au 30 juin 2011 à 19,6 milliards d'euros et progresse de 3,3 % par rapport à décembre 2010.

Les capitaux propres à 2,2 milliards d'euros représentent 11,3 % du bilan et sont composés principalement :

- du capital social pour un montant de 277,3 millions d'euros, constitué de Parts Sociales pour un montant de 124,8 millions d'euros, et de Certificats Coopératifs d'Investissements (CCI) et Certificats Coopératifs d'Associés (CCA) pour un montant de 152,5 millions d'euros.
- des primes et réserves pour un montant de 1 843,1 millions d'euros.

## Le capital social

#### Les Parts Sociales

Les 24 956 540 parts sociales de la Caisse Régionale sont détenues par les 91 caisses locales, 24 personnes physiques et Crédit Agricole S.A. Le nominal des parts sociales de la Caisse Régionale est de 5 €.

#### Les Certificats Coopératifs d'Investissement

Les CCI sont des titres donnant droit à une rémunération sous forme de dividendes. Les 16 908 614 CCI émis par la Caisse Régionale sont détenus par des investisseurs financiers personnes physiques ou morales. Le vote du porteur de CCI est requis pour les évolutions majeures du capital de la Caisse Régionale lors d'assemblées spéciales de porteurs de CCI. Le nominal des CCI est de 5 €.

L'Assemblée Générale Mixte de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie, qui s'est tenue le 29 mars 2011, a approuvé l'ensemble des résolutions présentées et notamment le paiement :

- d'un dividende de 1,23 € par Certificat Coopératif d'Investissement Brie Picardie,
- d'un dividende de 1,23 € par Certificat Coopératif d'Associé,
- d'un intérêt de 3,10 % aux Parts Sociales.

Ces dividendes et intérêts ont été mis en paiement à compter du 26 avril 2011. De même, le programme de rachat de CCI a été renouvelé.

Le Certificat Coopératif d'Investissement (CCI) de la Caisse Régionale coté sur les marchés financiers sous le code ISIN FR0010483768, était valorisé à 18,85 € à la clôture du 30 juin 2011, contre 17,55 € au 31 décembre 2010, soit une hausse de 7,4 %.

#### Les Certificats Coopératifs d'Associés

Les Certificats Coopératifs d'Associés sont des titres donnant droit à une rémunération sous forme de dividendes. Crédit Agricole S.A. détient la totalité des 13 591 547 CCA émis par la Caisse Régionale. Le nominal des CCA est de 5 €. La valorisation des CCA est égale à celle des CCI.

### 1.3.2. Les comptes consolidés

Le bilan et les résultats consolidés s'obtiennent après agrégation du bilan et des résultats sociaux de la Caisse Régionale Brie Picardie à ceux de l'ensemble des 91 caisses locales et des 2 filiales de la Caisse Régionale (S.A. Immobilière de Picardie, S.A.R.L. Société Picarde de Développement) et après élimination des opérations réciproques et retraitements de consolidation aux normes IFRS.

#### Le Compte de Résultat

Au 30 juin 2011, le Produit Net Bancaire consolidé s'établit à 321,2 millions d'euros en augmentation de 7,2 %.

- Le produit net des intérêts et charges assimilés s'élève à 171,4 millions d'euros, contre 151,7 millions d'euros en juin 2010, soit une progression de 19,7 millions d'euros.
- Les commissions nettes atteignent 121,2 millions d'euros en hausse de 3,5 %.
- Les gains et pertes sur actifs et instruments financiers représentent 32,4 millions d'euros, en augmentation de 10,7 %.
- Les autres charges nettes d'activité atteignent 3,7 millions d'euros, contre 1,6 million d'euros de produits nets en juin 2010.

Les charges de fonctionnement nettes restent maîtrisées avec 2,6 % de hausse par rapport au premier semestre 2010 ; il en ressort un Résultat Brut d'Exploitation en hausse de 11,3 % à 178 millions d'euros.

Le coût du risque est en baisse de 28 %, et atteint 20,9 millions d'euros.

Après traitement de l'impôt sur les bénéficiaires, le résultat net (part du Groupe) est de 110,6 millions d'euros contre 93,4 millions d'euros en juin 2010, soit une hausse de 18,4 %.

En millions €	30/06/2011	30/06/2010	Variation
Produit Net Bancaire	321,2	299,5	7,2 %
Charges de fonctionnement nettes	143,2	139,6	2,6 %
Résultat brut d'exploitation	178,0	159,9	11,3 %
Résultat net consolidé	110,6	93,4	18,4 %

## Le Bilan

Au 30 juin 2011, le total bilan consolidé atteint près de 19,6 milliards d'euros, supérieur de 566,3 millions d'euros à celui du 31 décembre 2010.

Les évolutions sur les postes significatifs par rapport à décembre 2010 sont les suivantes :

A l'actif du bilan : les opérations avec la clientèle pour un montant de 15,9 milliards d'euros représentent 81,3 % du bilan, et sont en progression de 586,2 millions d'euros du fait de l'activité dynamique des prêts à la clientèle sur ce 1<sup>er</sup> semestre.

Au passif du bilan : les dettes envers les établissements de crédit, composées essentiellement par les avances accordées par Crédit Agricole S.A., diminuent de 1,8 % et les dettes envers la clientèle sont inférieures de 1,5 % et représentent 21,8 % du bilan. Les dettes représentées par un titre augmentent quant à elles de près de 810 millions d'euros, traduisant le développement du refinancement interbancaire sous forme de Titres de Créances Négociables, conformément au programme de Certificats de Dépôts Négociables prévu à hauteur de 3 milliards d'euros et noté A1 par Standard and Poor's, est réalisé pour près de 75 % au 30 juin 2011.

Les capitaux propres consolidés (part du Groupe) s'élèvent à 2,4 milliards d'euros au 30 juin 2011.

## Les Participations et Filiales

L'ensemble des participations, parts d'entreprises liées et comptes courants bloqués, s'élève à 1 072 millions d'euros à fin juin 2011.

### LES FILIALES PROPRES

Les principales filiales du Crédit Agricole Brie Picardie sont constituées au 30 juin 2011 :

#### De sociétés consolidées :

- Une société holding au capital de 6,1 millions d'euros, la Société Picarde de Développement (SARL. S.P.D.), dont l'objet est d'acquies et de gérer des participations dans des sociétés non cotées en création, en développement ou matures, présentant de bonnes perspectives de croissance et de rentabilité voire susceptibles d'être introduites en bourse.
- La S.A. Immobilière de Picardie au capital de 11,6 millions d'euros, qui détient des actifs immobiliers sur le département de la Somme essentiellement à usage d'exploitation pour le Crédit Agricole Brie Picardie.

#### De sociétés non consolidées :

- La SCIAB, au capital de 2,3 millions d'euros, qui détient des actifs immobiliers sur le département de la Seine et Marne essentiellement à usage d'exploitation pour le Crédit Agricole Brie Picardie.
- La SARL HOLDICAB, au capital de 7,6 millions d'euros, qui détient des participations dans des filiales immobilières et financières.
- La SARL FINESPAR, au capital de 300 millions d'euros, qui détient des participations dans des filiales immobilières et financières.
- La SCI Oise, au capital de 1,5 million d'euros, qui détient des actifs immobiliers sur le département de l'Oise.

### LES FILIALES NATIONALES

Au 30 juin 2011, au sein du Groupe Crédit Agricole, la Caisse Régionale Brie Picardie détient des participations dont les principales sont les suivantes :

- SAS Rue la Boétie valorisée pour un montant de 711,2 millions d'euros au bilan consolidé. Par ailleurs, le compte courant d'associé ouvert auprès de Crédit Agricole S.A. a enregistré une variation nette de 25,6 millions d'euros lors de ce 1<sup>er</sup> semestre ;
- SAS SACAM INTERNATIONAL d'un montant de 33,6 millions d'euros au bilan consolidé ;
- SAS SACAM DEVELOPPEMENT d'un montant de 39 millions d'euros au bilan consolidé ;
- SAS SACAM FIRECA valorisée pour un montant de 1 million d'euros au bilan consolidé ;
- SAS SACAM AVENIR valorisée pour un montant de 5,9 millions d'euros au bilan consolidé.

### LES FILIALES DE MOYENS

Les filiales de moyens regroupent les GIE auxquels la Caisse Régionale est adhérente avec d'autres caisses régionales, dont les principaux sont les suivants :

- GIE CAPRINT : Regroupement de moyens éditiques.
- GIE CETECAR : Regroupement de moyens pour la fabrication des chèques.

- GIE MONETICA : Regroupement de moyens monétiques.
- GIE CA TOP : Regroupement de moyens pour le traitement des chèques.
- GIE SYNERGIE SERVICES : Regroupement de moyens informatiques.
- GIE CEDICAM : Regroupement de moyens nationaux pour le traitement des flux financiers.
- GIE ACHAT CONSEIL : Négociation de contrats, services et d'équipements (centrale d'achat).
- GIE CA INNOVE : Regroupement de moyens pour l'innovation dans le Groupe.
- GIE CA TECHNOLOGIE : Regroupement de moyens pour la conception, la fabrication, la maintenance et l'exploitation du système d'information.
- GIE CA SERVICES : Regroupement de moyens, en relation avec les caisses régionales, permettant d'assurer le pilotage des projets informatiques depuis l'exposition des besoins jusqu'au fonctionnement.

## 1.4. La gestion des risques et les dispositifs de contrôle interne

La Caisse Régionale est exposée à plusieurs sortes de risques :

- les risques de crédit
- les risques de marché
- les risques liés à la gestion du bilan
- le risque de taux d'intérêt global
- le risque de change
- le risque de liquidité et de financement
- la politique de couverture
- les risques opérationnels
- les risques juridiques
- les risques induits par l'exposition aux dettes souveraines

### 1.4.1. Les risques de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse Régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

#### 1.4.1.1. Principales évolutions

##### 1.4.1.1.1. Objectifs et politique

La politique crédit est déclinée et différenciée par marché. Elle présente les principes généraux s'inscrivant dans le respect des règles prudentielles, de la réglementation, des procédures en vigueur dans la Caisse Régionale et de la stratégie commerciale.

Elle est intégrée dans la stratégie risques de la Caisse Régionale :

- validée par les organes de gouvernance en juillet 2010,
- comprenant outre les politiques de crédit des différents marchés, le dispositif de limites globales et opérationnelles et le volet pilotage et surveillance des risques

Aucune modification n'est intervenue dans la politique crédit au premier semestre 2011.

##### 1.4.1.1.2. Gestion du risque

###### Organisation et dispositif de suivi

Les procédures de décision dans le domaine crédit s'appuient sur un système de délégations formalisées par métier et par marché et, sur une organisation de comités des prêts. Toutes les délégations crédit des réseaux de proximité sont adossées aux notations Bâle II regroupées en cinq classes d'usage. En ce qui concerne le marché des Entreprises, les délégations crédit sont adossées à la notation ANADEFI. Les délégations sont également assorties de préconisations quant au niveau de garanties à mettre en place.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011, les outils et procédures en matière de crédit à la consommation ont été adaptés afin de respecter le nouveau cadre réglementaire de la Loi Crédit à la Consommation (L.C.C.).

En parallèle, les suivis effectués par le contrôle central des risques de contrepartie complètent le dispositif de contrôles permanents des agences et des services opérationnels du siège.

#### Méthodologie et système de mesure des risques

La Caisse Régionale utilise les systèmes de notation internes au Groupe pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles de détail et d'entreprises.

La gouvernance du système de notation s'appuie sur le comité des normes et méthodologies présidé par le Directeur des risques et contrôles permanents Groupe, qui a pour mission de valider et de diffuser les normes et méthodologies de mesure et de contrôle des risques.

La Caisse Régionale couvre l'ensemble du dispositif Bâle II crédit. Tous les outils nationaux sont en fonctionnement récurrent.

En ce qui concerne la banque des Entreprises, le dispositif transverse Crédit Agricole de gestion des groupes de contreparties, mis en place en 2010, a été complété d'évolutions permettant d'optimiser la performance d'ANADEFI, outil de notation de ces groupes.

Pour la banque de détail, les calibrages des modèles de notation du dispositif Groupe ont été actualisés et implémentés au 1<sup>er</sup> semestre 2011.

#### 1.4.1.1.3. Exposition

##### Ventilation des encours de prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Les encours de prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique sont présentés en note 5.3.c des états financiers consolidés.

Les encours nets de prêts et créances (hors opérations internes au Crédit Agricole) ont progressé de 3,8 % sur le 1<sup>er</sup> semestre 2011 et s'élèvent à 15 954 millions d'euros au 30 juin 2011 (contre 15 364 millions d'euros au 31 décembre 2010). Cette croissance concerne essentiellement la clientèle de détail.

Les encours bruts dépréciés sur base individuelle (322,2 millions d'euros au 30 juin 2011) augmentent de 1,4 % sur le 1<sup>er</sup> semestre 2011. Au 30 juin 2011, les dépréciations sur base individuelle (232,1 millions d'euros) augmentent de 3,2 %, les dépréciations collectives s'élevant à 109,6 millions d'euros (soit + 8,5 %).

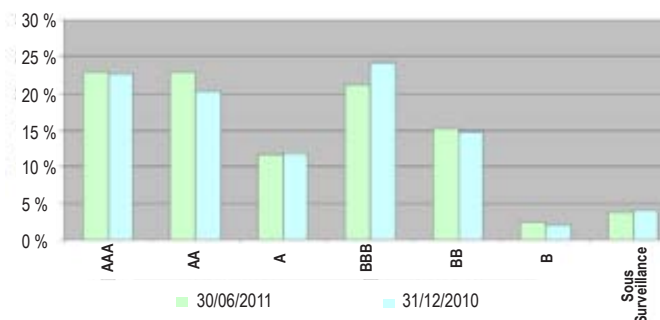
Le taux de provisionnement du portefeuille de créances individuelles (en principal) s'établit à 72,0 % au 30 juin 2011 contre 70,8 % au 31 décembre 2010. Le stock de provisions collectives de 109,6 millions d'euros au 30 juin 2011 a été actualisé notamment en fonction de l'évolution du risque des différentes filières identifiées comme les plus impactées par la crise. A la demande de l'Autorité de Contrôle Prudentiel, les paramètres des modèles de mesure des risques de la banque de détail utilisés pour le provisionnement collectif, ont été revus à la hausse. La mise en production de la nouvelle version du logiciel LUC dès le mois de mai 2011, prend en considération cette demande expresse.

##### Qualité des encours : Analyse des encours Grande Clientèle par notation interne

La politique de notation interne vise à couvrir l'ensemble du portefeuille « Grande Clientèle » (Entreprises, Professionnels de l'Immobilier, Collectivités Publiques, Banques et Institutions Financières). Au 30 juin 2011, les emprunteurs notés par les systèmes de notation interne représentent plus de 99 % des encours sains portés par la Caisse Régionale, hors banque de détail, soit 4 135 millions d'euros.

L'analyse de la structure de ces encours répartis selon les notations Standard & Poor's montre un glissement favorable de la répartition des encours vers les cotations AAA et AA de décembre 2010 à juin 2011. La part des contreparties sensibles reste à 4 % du total des encours.

Note Standard & Poor's	30/06/2011	31/12/2010
AAA	23 %	23 %
AA	23 %	20 %
A	12 %	12 %
BBB	21 %	24 %
BB	15 %	15 %
B	2 %	2 %
Sous surveillance	4 %	4 %



(source : OCE)

#### 1.4.1.1.4. Coût du risque

Le détail des mouvements impactant le coût du risque est présenté en note 3.8. des états financiers consolidés.

Le coût du risque de la Caisse Régionale atteint 20,9 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2011 contre 29,0 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010.

Ce coût du risque reste majoritairement impacté par les crédits qui enregistrent des dotations nettes (en capital) sur les engagements (prêts et créances et engagements par signature) à hauteur de 21,4 millions d'euros en légère régression (- 2,3 %) par rapport au 30 juin 2010 (21,9 millions d'euros) suite à des reprises de provisions sur certains dossiers Entreprises.

La ventilation de ce coût du risque de 21,4 millions d'euros au 30 juin 2011 est la suivante : dotations nettes individuelles pour un montant de 12,8 millions d'euros, dotations filières pour 4,5 millions d'euros et dotations collectives pour 4,1 millions d'euros.

#### 1.4.1.2. Perspectives d'évolution pour le second semestre 2011

Au second semestre, de nouveaux outils de pilotage stratégique des risques seront mis en œuvre afin de renforcer l'approche anticipative des risques de crédit par la Caisse Régionale.

De plus, la stratégie risques de la Caisse Régionale déclinée en juillet 2010 sera actualisée, notamment en fonction de l'évolution de l'environnement économique de la Caisse Régionale et des résultats des contrôles permanents de l'activité crédit.

### 1.4.2. Les risques de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché, et notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs.

#### 1.4.2.1. Objectifs et politique

La Caisse Régionale est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché).

On distingue comptablement le Trading book et le Banking book. La variation de juste valeur du Trading book se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du Banking book se traduit par un impact sur les fonds propres.

La politique de gestion du Trading book est la suivante : une enveloppe de montant a été fixée à l'intérieur de laquelle les opérations de marchés sont réalisées. Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2011, comme précédemment en 2008, 2009 et 2010, aucune opération de Trading n'a été effectuée.

Concernant le Banking book, la politique est la suivante : le montant des excédents de fonds propres est placé selon les cibles d'allocation de la politique financière décidées par le Conseil d'Administration. Une partie du Banking book a vocation à être détenue à long terme (jusqu'à l'échéance des titres) et une autre partie est classée comptablement comme disponible à la vente.

## 1.4.2.2. Gestion du risque

### 1.4.2.2.1. Organisation et dispositif de suivi

#### *Dispositif local et central*

Le contrôle des risques de marché du Groupe Crédit Agricole S.A. est structuré sur trois niveaux distincts mais complémentaires :

- Au niveau central, la direction des risques et contrôles permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles.
- Au niveau de la Caisse Régionale, un responsable des risques et contrôles permanents pilote et contrôle les risques de marché issus des activités. Ce responsable est nommé par le Directeur Général de la Caisse Régionale et lui est directement rattaché.
- Au niveau des filiales détenues par la Caisse Régionale, la comptabilité est assurée par la direction financière de la Caisse Régionale. Un suivi du risque est effectué au travers des audits menés par le service comptabilité, ainsi que les gestionnaires.

#### *Les comités de décision et de suivi des risques*

- Organes de suivi des risques de niveau Groupe :

Le suivi des risques au niveau central se décline en 3 comités, que sont le comité des risques Groupe (CRG), le comité de suivi des risques des caisses régionales (CRCR) et le comité normes et méthodologies.

- Organes de suivi des risques de niveau local

Le Conseil d'Administration examine et valide la politique financière générale de la Caisse Régionale en fixant les objectifs et limites de risques pris sur proposition de la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est informé, au moins deux fois par an, de l'application de la politique définie, de ses limites et des risques de contrepartie liés aux opérations financières.

Le comité financier opérationnel se réunit mensuellement et valide la mise en œuvre de la politique financière de l'entreprise et son adéquation avec l'activité bancaire globale, notamment en terme de :

- gestion de trésorerie,
- gestion de bilan,
- gestion des fonds propres,
- gestion des opérations clientèle.

Ce comité assure notamment le suivi des limites de risques, formalisées dans chaque support de comité sous forme d'un tableau reprenant notamment :

- l'indicateur de limite et / ou seuil d'alerte suivi,
- la limite et / ou seuil d'alerte validé en Conseil d'Administration,
- la date et le constat du niveau de la limite et / ou du seuil d'alerte.

Trimestriellement, un comité financier présidé par la Direction Générale, en présence de la direction financière, du responsable du contrôle permanent et des risques et du responsable du contrôle comptable et financier, décide notamment des placements de fonds propres.

### 1.4.2.2.2. Méthodologie et système de mesure

Le suivi des risques de marché de la Caisse Régionale repose sur la combinaison de deux indicateurs de risque, donnant lieu à encadrement par des limites et / ou seuils d'alerte : la Value at Risk et les scénarios de stress.

## La VaR (Value at risk)

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements défavorables des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un intervalle de confiance donnés.

Sur son portefeuille de titres de placement et de swaps de performance, la Caisse Régionale retient un intervalle de confiance de 99 % et un horizon de temps de 12 mois.

Actuellement, la méthodologie de calcul retenue est une VaR paramétrique. Toutefois, il est prévu de calculer une VAR historique.

### Limites du calcul de la VaR paramétrique

Les principales limites méthodologiques attachées au modèle de VaR sont les suivantes :

- la VAR paramétrique fait l'hypothèse d'une distribution normale des rendements des actifs composant le portefeuille, ce qui n'est pas le cas pour certains actifs ;
- l'horizon fixé à « 12 mois » suppose que toutes les positions puissent être liquidées ou couvertes en douze mois, ce qui n'est pas toujours le cas pour certains produits et dans certaines situations de crise ;
- l'utilisation d'un intervalle de confiance de 99 % ne tient pas compte des pertes pouvant intervenir au-delà de cet intervalle. La VaR est donc un indicateur de risque de perte sous des conditions normales de marché et ne prend pas en compte les mouvements d'ampleur exceptionnelle.

La VaR est calculée mensuellement par l'unité « pilotage réglementaire » via l'outil de calcul du Groupe Crédit Agricole.

Les limites de perte sur 2011 sont de 30 millions d'euros sur le portefeuille de titres de placement et de 10 millions d'euros sur les swaps de performance. La limite de volatilité sur le portefeuille est fixée à 5 %.

### Les scénarios de stress

Le deuxième élément quantitatif, « stress scénario », complète la mesure en VaR qui ne permet pas d'appréhender correctement l'impact de conditions extrêmes de marché.

Ces calculs de scénarios de stress, conformément aux principes du Groupe, simulent des conditions extrêmes de marché et sont le résultat de trois approches complémentaires :

- les scénarios historiques consistent à répliquer sur le portefeuille actuel l'effet de crises majeures survenues dans le passé ;
- les scénarios hypothétiques anticipent des chocs vraisemblables, élaborés en collaboration avec les économistes ;
- les scénarios adverses consistent à adapter les hypothèses pour simuler les situations les plus défavorables en fonction de la structure du portefeuille au moment où le scénario est calculé.

Ces scénarios sont adaptés aux risques propres aux différents portefeuilles sur lesquels ils sont calculés. Conformément aux préconisations du Groupe Crédit Agricole, les scénarios de stress test par types de placements sont les suivants :

	Stress Scénario
Taux	+ 200 pts
Actions	- 20 %
Alternatifs	- 10 %

Les limites de perte sur portefeuille et swaps de performance sont les mêmes que pour la VaR. Les résultats de ces calculs sont présentés tous les mois en comité financier.

### 1.4.2.3. Exposition : activités de marché (VaR)

Le portefeuille de placement est composé d'actifs investis sur différents marchés financiers (actions, obligations, gestion alternative, monétaire). L'exposition de la Caisse Régionale aux risques de marché résulte du montant investi sur chacun de ces marchés soit sous la forme d'achats de titres en direct, soit sous la forme d'achats de parts d'OPCVM.

La part sans risque du portefeuille de placement ressort à près de 85 %. Ceci est dû à la part importante du compartiment monétaire dans le portefeuille ainsi qu'aux BMTN à capital garanti.

La volatilité de ce portefeuille de titres de placement et de swaps de performance est restée très en deçà de la limite des 5 %, s'établissant au 30 juin 2011 à 1,01%.

La valorisation de ce portefeuille (placement et swaps de performance) s'élève au 30 juin 2011 à 848,7 millions d'euros, contre 878,4 millions d'euros au 31 décembre 2010. Compte tenu de l'environnement de marché particulièrement volatile et incertain, environ 30 millions d'euros de tombées obligataires n'ont pas été renouvelés, les encours sur les autres classes d'actifs étant par ailleurs quasi stables sur le semestre.

Le risque de perte statistique, la VaR, au seuil de confiance de 99 % sur un horizon de 12 mois ressort à 7,7 millions d'euros.

Ce chiffre est en réalité la combinaison de deux composantes, que sont le rendement moyen statistique du portefeuille et la perte dite « flat », c'est-à-dire avant intégration du rendement potentiel.

Au seuil de confiance de 99 %, et à horizon 12 mois, la VaR se décompose comme suit :

En millions €	30/06/2011	30/06/2010
Rendement moyen	12,2	7,4
VaR sur l'horizon	- 19,9	- 22,4
VaR nette du rendement	- 7,7	- 15,0

La VaR nette du rendement s'affiche ainsi en baisse de près de 50% par rapport au 31 décembre 2010, et ce pour deux raisons principales :

- d'une part, la hausse de l'Eonia (1,715 % au 30 juin 2011 contre 0,817 % au 31 décembre 2010), facteur essentiel de l'augmentation du rendement moyen espéré du compartiment monétaire, dont l'encours valorisé au 30 juin 2011 est de près de 620 millions d'euros,
- d'autre part, et comme précisé précédemment, la baisse du compartiment obligataire d'environ 30 millions d'euros, réduisant de facto le risque de perte potentiel.

## 1.4.3. Les risques liés à la gestion du bilan

### 1.4.3.1. Le risque de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale du bilan de la Caisse Régionale, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones.

Le Groupe Crédit Agricole S.A. utilise la méthode des gaps de taux fixe pour mesurer son risque de taux qui fait l'objet d'une couverture au niveau de chaque entité du Groupe.

#### 1.4.3.1.1. Principales évolutions

##### Objectifs et politique

La Caisse Régionale est soumise au risque de taux d'intérêt global (RTIG) sur l'ensemble de son bilan et hors bilan, hors Trading. Le risque de taux sur l'année (N+1) se concrétise par la sensibilité du produit net bancaire à une variation des taux de marché de 1 %. Ce risque est dû à la différence de variation de taux entre les ressources au passif de la Caisse Régionale et les emplois à l'actif de la Caisse Régionale.

L'objectif sur le risque de taux est d'avoir globalement une position de transformation en taux avec un contrôle plus particulier sur les années 2011-2014.

La Caisse Régionale pilote chaque risque individuellement (taux fixe, inflation, équivalent delta, ...).

Dans le cadre de la gestion de son RTIG elle intervient sur des durées allant de 1 mois à plus de 10 ans.

La politique de gestion du risque de taux est la suivante :

- L'exposition au risque de taux de la Caisse Régionale doit rester dans des limites en proportion de son produit net bancaire. Elle fixe des limites à son risque de taux au travers d'une sensibilité maximum du produit net bancaire à une variation des taux.
- La Caisse Régionale intervient dans la constitution de son bilan en proposant à la clientèle des produits financiers qui contribuent globalement à la gestion du risque de taux. Lorsqu'un risque de taux est trop prononcé, une couverture de taux est mise en place de façon à compenser ce risque. Les couvertures se font généralement sous la forme de swaps d'échange de conditions d'intérêts.

#### Gestion du risque

##### Organisation et dispositif de suivi

- Le risque de taux est mesuré mensuellement par l'unité en charge de la gestion du risque de taux.
- Le comité financier examine mensuellement l'exposition au risque de la Caisse Régionale et prend toutes décisions permettant de respecter la politique financière décidée par le Conseil d'Administration.
- Les décisions du comité financier sont mises en œuvre par l'unité « trésorerie ».

##### Méthodologie et systèmes de mesure

La mesure du risque de taux est réalisée à l'aide de l'outil Cristaux 2 qui est déployé sur l'ensemble des caisses régionales. La mesure du risque de taux est faite en statique.

Les gaps résultent donc de l'écoulement des encours sur des pas mensuels pour l'année en cours et l'année suivante, puis des gaps annuels pour les années 3 à 30.

La mesure fait ressortir un gap synthétique. Le gap est décomposé entre gap taux fixe dont l'équivalent delta, et gap inflation.

La totalité du bilan de la Caisse Régionale est prise en compte dans le périmètre de la mesure y compris les participations et les fonds propres. Les conventions et les méthodes utilisées sont celles proposées par Crédit Agricole S.A. La Caisse Régionale utilise une convention locale pour prendre en compte le comportement de la clientèle sur les DAT d'une durée strictement supérieure à 3 ans.

#### 1.4.3.1.2. Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011, le risque de taux de la Caisse Régionale a évolué vers une position de transformation via un excédent d'actif sur un plus grand nombre de maturités.

La Caisse Régionale conserve un excédent d'actif sur les gaps 2010 – 2016, puis un excédent de passif sur les années 2018 à 2023.

Dans le cadre du pilotage du risque de taux, la Caisse Régionale tend à réduire cet excédent de passif.

Sur le second semestre 2011, la volatilité sur les marchés de taux devrait perdurer du fait de la prudence des investisseurs par rapport aux prévisions économiques sur la zone euro et à l'évolution de la situation sur la dette des Etats périphériques de la zone Euro.

Dans ce contexte, le pilotage du risque de taux visera à maintenir un excédent d'actif à taux fixe sur les premières années et à réduire son excédent de ressource. L'excédent d'actif sera contrôlé via la mise en place de swaps sur des niveaux d'intervention définis en comité financier.

### 1.4.3.2. Le risque de change

La gestion du risque de change est traitée de manière distincte selon qu'il s'agit de la position de change structurelle ou de la position de change opérationnelle. Le risque de change structurel du Groupe Crédit Agricole résulte des investissements durables du Groupe dans des actifs en devises étrangères (fonds propres des entités opérationnelles à l'étranger, qui trouvent leur origine dans des acquisitions, des transferts de fonds à partir du siège ou une capitalisation de résultats locaux), la devise de référence du Groupe étant l'euro.

Le risque de change opérationnel résulte principalement de l'ensemble des produits et charges de toutes natures en devises autres que l'euro (les

provisions spécifiques ou collectives en devises, les résultats nets dégagés par les filiales et succursales étrangères, les dividendes, etc.).

#### *Gestion du risque*

L'exposition au risque de change qui résulterait d'opérations pour compte propre est systématiquement couverte.

Les opérations en devises faites avec la clientèle sont systématiquement couvertes.

### **1.4.3.3. Le risque de liquidité et de financement**

Le Groupe est exposé, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se réalise, par exemple, en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle, d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (accès aux marchés interbancaires et monétaires).

La gestion du risque de liquidité se traduit par :

- la mesure de ce risque au travers de l'étude des échéanciers des emplois et des ressources contractuels ou modélisés, ce qui permet de mettre en évidence les exigibilités à différentes échéances ;
- une politique d'adossement des ressources à des actifs liquides.

#### **1.4.3.3.1. Principales évolutions**

##### *Objectifs et politique*

L'objectif de la politique de gestion de la liquidité de la Caisse Régionale est de veiller à l'adossement des emplois clientèle via les ressources confiées par la clientèle.

L'ajustement est réalisé dans le cadre d'opérations à condition de marché.

Les opérations de refinancement à moyen long termes passent par des émissions émanant de véhicules sécurisées bénéficiant d'une notation AAA (Crédit Agricole Home Loan SFH et Caisse de Refinancement Hypothécaire). Les opérations de refinancement sur des durées inférieures à 1 an exploitent le programme de Titres de Créances Négociables. Les opérations se font dans le cadre du respect des exigences réglementaires et de l'évolution de ces exigences et des règles propres au Groupe Crédit Agricole.

#### *Gestion du risque*

##### **Organisation et dispositif de suivi**

Au niveau du risque de liquidité, la direction financière examine chaque mois :

- l'évolution des composantes du ratio de liquidité et le niveau de celui-ci,
- l'évolution de la position en trésorerie de la banque et l'amplitude de ces évolutions,
- la position de la banque face à un risque systémique et face à un risque idiosyncratique.

La direction financière détermine également un niveau de ratio de liquidité cible pour le mois en cours.

Le suivi de la liquidité s'appuie sur un programme de refinancement mensuel fonction des conditions de marché et de l'échéancier de la Caisse Régionale.

##### **Méthodologie et systèmes de mesure**

La gestion du risque de liquidité s'appuie sur plusieurs indicateurs :

- le ratio de liquidité à un mois,
- les tombées de refinancement sur un mois en pas journalier,
- les tombées de refinancement sur les 18 mois à venir sur un pas mensuel,
- l'échéancier du déficit épargne avance avec Crédit Agricole S.A.

Les indicateurs utilisés au sein de la Caisse Régionale facilitent le pilotage de la liquidité sur le court terme et le moyen long terme.

#### **1.4.3.3.2. Exposition**

Au 30 juin 2011, le coefficient de liquidité s'élève à 158.

#### **1.4.3.3.3. Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre**

Au 1<sup>er</sup> semestre le programme de titres de créances négociables déclaré à la Banque de France a été maintenu à 4,2 milliards d'euros dont 3 milliards d'euros en certificats de dépôts négociables.

Ce programme permet de développer l'encours de refinancement en CDN tant au niveau de la clientèle qu'au niveau du marché interbancaire.

Au second semestre le pilotage de la liquidité sera impacté par :

- l'évolution des tensions sur la dette souveraine de la zone euro avec un impact direct sur les spreads de liquidité,
- l'évolution de la liquidité à très court terme demandée par les banques de l'eurosystem à la Banque Centrale Européenne qui induira une volatilité accrue sur l'EONIA par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2011.

### **1.4.3.4. La politique de couverture**

La gestion du risque de taux d'intérêt global est mise en œuvre via les couvertures de juste valeur et de flux de trésorerie.

#### **1.4.3.4.1. Couvertures de justes valeurs**

La couverture de juste valeur est mise en œuvre pour plusieurs objectifs.

La couverture des dépôts à vue est faite en juste valeur afin de couvrir la variation de juste valeur de ces dépôts et le risque de taux d'intérêt globale de la Caisse Régionale.

La couverture des opérations faites à taux fixe (collecte, crédit, ...) est également enregistrée en couverture de juste valeur.

#### **1.4.3.4.2. Couvertures de flux de trésorerie**

La couverture de flux de trésorerie est mise en œuvre pour les objectifs de couverture de marge des opérations de bilan réalisées à taux variable.

## **1.4.4. Les risques opérationnels**

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus mais risque stratégique et de réputation exclus.

### **1.4.4.1. Objectifs et politique**

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans la Caisse Régionale, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe Crédit Agricole :

- gouvernance de la fonction gestion des risques opérationnels : supervision du dispositif par la Direction Générale via le comité de contrôle interne,
- identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies, complétées par la mise en place d'indicateurs permettant la surveillance des processus les plus sensibles,
- collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque,
- calcul et allocation des fonds propres réglementaires au titre des risques opérationnels au niveau consolidé et au niveau de la Caisse Régionale,
- réalisation périodique d'un tableau de bord des risques opérationnels au niveau de la Caisse Régionale.

### **1.4.4.2. Gestion du risque : organisation, dispositif de surveillance**

#### *Organisation de la gestion des risques opérationnels*

L'organisation de la gestion des risques opérationnels de la Caisse Régionale s'intègre dans l'organisation globale de la ligne métier risques et contrôles permanents du Groupe : le responsable des risques opérationnels de la Caisse Régionale est rattaché au responsable des contrôles permanents et des risques (RCPR) de la Caisse Régionale.

Le management du risque opérationnel rapporte régulièrement sur son activité et sur le niveau d'exposition au risque dans le cadre d'un comité de contrôle interne réuni mensuellement dont la Présidence est assurée par le Directeur Général de la Caisse Régionale.



L'organe exécutif est par ailleurs informé trimestriellement par un tableau de bord produit par le management du risque opérationnel après intégration des dernières collectes des incidents et pertes avérés du risque opérationnel dans le cadre du dispositif de recensement de la Caisse Régionale. Le contrôle périodique et le contrôle de la conformité sont destinataires de ces informations. Ce tableau de bord permet la surveillance des processus et risques les plus coûteux. Il décrit le coût du risque, la nature des risques dans ses composantes bâloises, par domaine d'activités et par unité déclarante. Il recense les principaux indicateurs de risques à surveiller, les indicateurs de la fraude, les alertes émises et le cas échéant, il décrit les plans d'actions correctrices.

L'organe délibérant est informé semestriellement sur l'évolution du coût du risque et les événements marquants du dispositif.

Le dispositif de gestion du risque opérationnel couvre intégralement le périmètre opérationnel et fonctionnel de la Caisse Régionale.

#### *Principaux travaux menés au cours de l'année 2011*

Au 1<sup>er</sup> semestre 2011, le Crédit Agricole Brie Picardie a continué à renforcer son dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels.

Dans ce cadre, les principales actions suivantes ont été conduites :

- la cartographie des risques opérationnels 2010 a été finalisée le 31 mars 2011. Ces résultats ont fait l'objet d'une présentation au comité de contrôle interne du 14 avril 2011.
- l'analyse de 18 scénarios majeurs a été initiée au 1<sup>er</sup> semestre, après rappel de la démarche et validation des scénarios retenus au comité de contrôle interne du 20 mai 2011.
- la poursuite des actions de formation et sensibilisation des correspondants à la culture des risques opérationnels.

#### **1.4.4.3. Méthodologie**

La Caisse Régionale met en œuvre la méthode de mesure avancée (AMA) pour les risques opérationnels.

Le dispositif défini par le Groupe et décliné dans la Caisse Régionale vise à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel...) et des critères quantitatifs Bâle II (intervalle de confiance de 99,9 % sur une période d'un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarios et de facteurs reflétant l'environnement).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel de type "Loss Distribution Approach" (LDA) qui est unique au sein du Groupe. Ce modèle LDA est mis en œuvre d'une part sur les données internes collectées mensuellement dans la Caisse Régionale, ce qui constitue son historique de pertes, et d'autre part sur des scénarios majeurs qui permettent d'envisager des situations non observées dans l'entité et ayant une probabilité de survenance au-delà de l'horizon d'un an. Ce travail d'analyse est mené dans la Caisse Régionale à partir d'une liste Groupe de scénarios applicables à la banque de détail, piloté et contrôlé par Crédit Agricole S.A. Cette liste de scénarios majeurs fait l'objet d'une révision annuelle et a pour but de couvrir l'ensemble des catégories de Bâle, ainsi que toutes les zones de risques majeurs susceptibles d'intervenir dans l'activité banque de détail.

Pour les caisses régionales un principe de mutualisation des données internes est mis en œuvre. Ce principe de mutualisation du calcul de l'exigence de fonds propres pour l'ensemble des caisses régionales concerne la partie de l'exigence de fonds propres qui dépend de l'historique de pertes. Ainsi les historiques de pertes de l'ensemble des caisses régionales sont concaténés ce qui permet de disposer d'une profondeur d'historique d'incidents accrus et d'un profil de risque plus complet.

La mutualisation des données lors de la détermination de la charge en capital implique de réaliser une répartition de cette charge par Caisse Régionale. Pour ce faire Crédit Agricole S.A. utilise une clé de répartition prenant en compte les caractéristiques de la Caisse Régionale (coût du risque et produit net bancaire de l'année écoulée).

Un mécanisme de diversification du risque est mise en œuvre dans le modèle LDA du Groupe. Pour ce faire un travail d'experts est mené à Crédit Agricole S.A. afin de déterminer les corrélations de fréquence existantes entre les différentes catégories de risque de Bâle et entre les scénarios majeurs. Ce travail d'expert fait l'objet d'une formalisation, visant à structurer l'argumentation autour de différents critères qualitatifs (corrélation conjoncturelle, corrélation

structurelle, étude des fréquences historiques, matrice d'incertitude...).

La méthode de calcul standard (TSA = The Standard Approach) est également utilisée et appliquée aux filiales (SARL Société Picarde de Développement et SA Immobilière de Picardie) de la Caisse Régionale. L'exigence en fonds propres de ces entités suit la méthodologie de ventilation du produit net bancaire de l'entité par ligne métier sur les trois derniers exercices. Le périmètre de consolidation fait l'objet d'une revue annuelle de validation afin de détecter toute entrée, modification ou sortie du périmètre. La part d'exigence en fonds propres standard (TSA) vient s'ajouter à la part AMA pour déterminer l'exigence en fonds propres finale au titre du risque opérationnel.

#### **1.4.4.4. Assurance et couverture des risques opérationnels**

En méthode avancée, la Caisse Régionale peut prendre en compte les effets de l'assurance pour diminuer l'exigence en fonds propres dans la limite de 20 % du total des fonds propres alloués aux risques opérationnels. Cet effet réducteur peut être pris en compte par la Caisse Régionale dans la mesure où son assureur répond aux exigences réglementaires.

Dans la méthodologie Groupe appliquée à la Caisse Régionale, l'effet assurance (CAMCA) est pris en compte au niveau du scénario majeur de destruction du site névralgique. Pour déterminer le montant de l'exigence en fonds propres prenant en compte l'effet réducteur de l'assurance, il est nécessaire de déterminer un certain nombre de paramètres calculés par l'assureur à savoir le taux de couverture, le taux d'assurabilité, la franchise globale du sinistre. La détermination de ces paramètres se fait en étudiant conjointement le scénario majeur de la Caisse Régionale et les polices d'assurance susceptibles d'intervenir.

La prise en compte de la part d'exigence en fonds propres mutualisée liée à l'historique de pertes, de la part d'exigence en fonds propres relatives aux scénarios majeurs et les caractéristiques de l'assurance permettent ensuite de déterminer le montant total de l'exigence en fonds propres AMA.

#### **1.4.5. Les risques juridiques**

A ce jour, à la connaissance de la Caisse Régionale, il n'existe aucune procédure judiciaire significative susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment des effets matériels sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse Régionale.

Les risques juridiques en cours au 30 juin 2011 ont fait l'objet de provisions tenant compte des informations dont dispose la Direction Générale.

#### **1.4.6. Les risques induits par l'exposition aux dettes souveraines**

Au regard du contexte de crise, la Caisse Régionale n'a pas d'exposition directe sur les pays dont la dette souveraine représente des risques actuellement (Espagne, Grèce, Irlande, Italie et Portugal).

#### **1.4.7. Les dispositifs de contrôle interne**

Le dispositif de contrôle interne est défini comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature permettant la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations traitées.

Conformément au CRBF 97-02 modifié et selon les préconisations de Crédit Agricole S.A., la responsabilité du contrôle interne est partagée entre trois fonctions directement rattachées au Directeur Général :

- le responsable de contrôle permanent,
- le responsable du contrôle de la conformité,
- le responsable du contrôle périodique.

Le dispositif mis en place par la Caisse Régionale est encadré par une charte de contrôle interne et repose sur l'indépendance et la spécialisation des contrôles qui se répartissent en trois catégories :

- les contrôles permanents de premier degré par les opérateurs eux-mêmes et l'encadrement des services ou des agences,
- les contrôles permanents de deuxième degré premier niveau par des agents distincts de ceux ayant engagé l'opération pouvant exercer des activités opérationnelles.

Un contrôle permanent de deuxième degré second niveau est aussi exercé par les agents exclusivement dédiés aux fonctions spécialisées de contrôle permanent de dernier niveau avec notamment : contrôle des risques crédit, contrôle comptable et financier, contrôle de la conformité.

- les contrôles périodiques du service contrôle périodique, qui constituent le troisième degré. Ce service agit en toute indépendance dans le cadre d'un plan d'audit pluriannuel de contrôles de toutes les activités et fonctions de la Caisse Régionale.

La coordination des fonctions de contrôle et le suivi du dispositif de contrôle interne sont assurés par un comité de contrôle interne se réunissant mensuellement et dont la Présidence est assurée par le Directeur Général.

Le responsable des contrôles permanents et des risques (RCPR) rend compte semestriellement au Conseil d'Administration de l'activité de contrôle interne au sein de la Caisse Régionale et des principales évolutions sur chaque domaine de risque.

#### 1.4.7.1. Le contrôle permanent

Piloté par le responsable des contrôles permanents et des risques et ses équipes, le plan de contrôles permanents est décliné et régulièrement actualisé en collaboration avec les experts-métiers. Désormais tout le référentiel des contrôles applicables est exclusivement défini dans l'outil national SCOPE, qui centralise également la saisie des résultats de tous les contrôles exécutés par toutes les unités de la Caisse Régionale. Les reporting issus de ce dispositif font l'objet d'une présentation au comité de contrôle interne et d'une diffusion au niveau hiérarchique adéquat.

En application du règlement 97.02 modifié, la Caisse Régionale a désigné son RCPR en qualité de responsable de la filière risques et l'a chargé d'en finaliser la mise en œuvre.

#### 1.4.7.2. Le risque de non-conformité

Les risques de non-conformité concernent notamment le non-respect des règles liées aux activités financières et bancaires, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, des normes professionnelles et déontologiques, d'instructions, de l'éthique dans les comportements professionnels ou encore de la lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption ou le financement du terrorisme, la prévention et la lutte contre la fraude ...

Un dispositif de contrôles dédiés s'assure de la maîtrise de ces risques, et donc de leurs impacts. Des moyens spécifiques d'encadrement et de surveillance des opérations sont mis en œuvre : formation du personnel, adoption de règles

écrites internes, accomplissement des obligations déclaratives vis-à-vis des autorités de tutelle, etc.

Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2011, la Caisse Régionale a poursuivi les travaux engagés pour se conformer aux nouvelles obligations législatives et réglementaires qui lui incombent.

#### 1.4.7.3. Le contrôle périodique

Les principales actions menées par le service contrôle périodique au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011 ont été :

- la mise à jour de la cartographie 2011 des risques auditables et des plans annuel et pluriannuel d'audit en découlant, conformément à la méthodologie préconisée par le Groupe central Crédit Agricole S.A.
- la réalisation de :
  - 21 audits d'agences traditionnelles,
  - 1 audit d'agence spécialisée,
  - 3 audits siège,
  - 1 mission transversale.

Une présentation de l'ensemble de ces travaux a été effectuée lors des comités de contrôle interne des 15 février 2011 et 27 juin 2011.

Dans le cadre du suivi des responsables des activités de contrôle, le Conseil d'Administration a été informé de la nomination du nouveau responsable du contrôle périodique de la Caisse Régionale à compter du 14 juin 2011.

## 1.5. Les perspectives et ambitions de la Caisse Régionale

La proximité et l'utilité clients, la compétence et le professionnalisme des collaborateurs, sont autant de valeurs auquel s'attache le Crédit Agricole Brie Picardie. Le sens d'un meilleur service pour le client, conjugué à une gestion efficiente de ses activités, tout en confortant et améliorant ses ratios réglementaires, constituent l'axe de développement majeur de la Caisse Régionale en cette année 2011.

Fort de ses fondements mutualistes et de ces valeurs aujourd'hui réaffirmés, être et agir autrement permettra au Crédit Agricole Brie Picardie de parfaire sa différence et de fournir des prestations de qualité optimale pour toujours plus de satisfaction clients.

## **2. COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2011**

# SOMMAIRE

<b>CADRE GENERAL</b> .....	<b>21</b>
<b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES</b> .....	<b>22</b>
COMPTES DE RESULTAT .....	22
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES .....	23
BILAN ACTIF .....	24
BILAN PASSIF .....	25
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES .....	26
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE .....	28
<b>NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES</b> .....	<b>30</b>
1.    PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES .....	30
2.    PERIMETRE DE CONSOLIDATION – PARTIES LIEES .....	32
3.    NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT .....	33
3.1. <i>Produits et Charges d'intérêts</i> .....	33
3.2. <i>Commissions nettes</i> .....	34
3.3. <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i> .....	35
3.4. <i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i> .....	37
3.5. <i>Produits et charges nets des autres activités</i> .....	37
3.6. <i>Charges générales d'exploitation</i> .....	37
3.7. <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i> .....	38
3.8. <i>Coût du risque</i> .....	38
3.9. <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i> .....	39
3.10. <i>Impôts</i> .....	39
3.11. <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i> .....	40
4. <b>INFORMATIONS SECTORIELLES</b> .....	<b>42</b>
5. <b>NOTES RELATIVES AU BILAN</b> .....	<b>43</b>
5.1. <i>Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat</i> .....	43
5.2. <i>Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente</i> .....	45
5.3. <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</i> .....	46
5.4. <i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers</i> .....	49
5.5. <i>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</i> .....	50
5.6. <i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées</i> .....	51
5.7. <i>Immeubles de placement</i> .....	52
5.8. <i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</i> .....	52
5.9. <i>Provisions</i> .....	53
5.10. <i>Capitaux propres</i> .....	55
6. <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE</b> .....	<b>56</b>
7. <b>RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS</b> .....	<b>57</b>
8. <b>JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS</b> .....	<b>58</b>
8.1. <i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût</i> .....	58
8.2. <i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur</i> .....	59
9. <b>ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE</b> .....	<b>60</b>
10. <b>PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2011</b> .....	<b>61</b>

## **CADRE GENERAL**

### ***Présentation juridique de l'entité***

La Caisse Régionale Brie Picardie est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse Régionale Brie Picardie, 91 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre. Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales, les comptes des filiales consolidables.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale Brie Picardie est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## COMPTE DE RESULTAT

	Notes	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Intérêts et produits assimilés	3.1	364 035	708 098	341 241
Intérêts et charges assimilées	3.1	-192 605	-398 746	-189 559
Commissions (produits)	3.2	140 003	278 366	138 667
Commissions (charges)	3.2	-18 813	-40 292	-21 602
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	2 506	1 035	3 303
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4, 5.2	29 872	27 332	25 939
Produits des autres activités	3.5	1 309	4 343	2 443
Charges des autres activités	3.5	-5 056	-7 860	-892
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>321 251</b>	<b>572 276</b>	<b>299 540</b>
Charges générales d'exploitation	3.6	-137 581	-263 206	-133 291
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-5 630	-12 991	-6 284
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>178 040</b>	<b>296 079</b>	<b>159 965</b>
Coût du risque	3.8	-20 863	-44 488	-28 993
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>157 177</b>	<b>251 591</b>	<b>130 972</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	87	545	354
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>157 264</b>	<b>252 136</b>	<b>131 326</b>
Impôts sur les bénéfices	3.10	-46 647	-80 011	-37 884
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
<b>RESULTAT NET</b>		<b>110 617</b>	<b>172 125</b>	<b>93 442</b>
Intérêts minoritaires				
<b>RESULTAT NET – PART DU GROUPE</b>		<b>110 617</b>	<b>172 125</b>	<b>93 442</b>

## **RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>30/06/2010</b>
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>110 617</b>	<b>172 125</b>	<b>93 442</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion				
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente		11 410	-3 145	-9 123
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		1 118	-1 346	-1 749
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi			-261	
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence</b>		<b>12 528</b>	<b>-4 752</b>	<b>-10 872</b>
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence		0	0	0
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe</b>	<i>3.11</i>	<b>12 528</b>	<b>-4 752</b>	<b>-10 872</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe</b>		<b>123 145</b>	<b>167 373</b>	<b>82 570</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires				
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>123 145</b>	<b>167 373</b>	<b>82 570</b>

Les montants sont présentés net d'impôts.

## **BILAN ACTIF**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>
Caisse, banques centrales		76 587	85 755
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	91 347	91 522
Instruments dérivés de couverture		23 083	20 136
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.4	1 631 411	1 642 968
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.4	1 237 638	1 115 228
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.4	15 919 668	15 333 422
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		4 613	5 664
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		202 146	208 997
Actifs d'impôts courants et différés		76 719	114 542
Comptes de régularisation et actifs divers		225 048	302 903
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	5.7	2 447	2 503
Immobilisations corporelles	5.8	85 451	86 183
Immobilisations incorporelles	5.8	2 695	2 728
Ecarts d'acquisition			
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>19 578 853</b>	<b>19 012 551</b>



## BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	16 163	19 757
Instruments dérivés de couverture		31 630	36 429
Dettes envers les établissements de crédit	5.5	10 057 916	10 246 070
Dettes envers la clientèle	5.5	4 268 691	4 334 463
Dettes représentées par un titre	5.6	2 265 324	1 455 354
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		14 802	15 271
Passifs d'impôts courants et différés		5 617	87 337
Comptes de régularisation et passifs divers		280 497	256 091
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Provisions	5.9	78 847	74 384
Dettes subordonnées	5.6	153 386	161 144
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>17 172 873</b>	<b>16 686 300</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>2 405 980</b>	<b>2 326 251</b>
Capitaux propres - part du Groupe		2 405 980	2 326 251
Capital et réserves liées		1 632 580	1 636 867
Réserves consolidées		619 233	486 237
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		43 550	31 022
Résultat de l'exercice		110 617	172 125
Intérêts minoritaires			
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>19 578 853</b>	<b>19 012 551</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Elimination des titres auto-détenus						
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2010</b>	<b>260 546</b>	<b>1 880 786</b>	<b>-9 522</b>	<b>2 131 810</b>	<b>35 774</b>	<b>38 040</b>	<b>2 205 624</b>	<b>0</b>	<b>2 205 624</b>
Augmentation de capital	480			480			480		480
Variation des titres auto détenus			-4 028	-4 028			-4 028		-4 028
Dividendes versés au 1er semestre 2010				0		-38 040	-38 040		-38 040
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux paiements en actions				0			0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>480</b>	<b>0</b>	<b>-4 028</b>	<b>-3 548</b>	<b>0</b>	<b>-38 040</b>	<b>-41 588</b>	<b>0</b>	<b>-41 588</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-10 872</b>	<b>0</b>	<b>-10 872</b>	<b>0</b>	<b>-10 872</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat du 1er semestre 2010				0		93 442	93 442		93 442
Autres variations				0			0		0
<b>Capitaux propres au 30 juin 2010</b>	<b>261 026</b>	<b>1 880 786</b>	<b>-13 550</b>	<b>2 128 262</b>	<b>24 902</b>	<b>93 442</b>	<b>2 246 606</b>	<b>0</b>	<b>2 246 606</b>
Variation de capital	-1 757			-1 757			-1 757		-1 757
Variation des titres auto détenus			-3 402	-3 402			-3 402		-3 402
Dividendes versés au 2ème semestre 2010				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux paiements en actions				0			0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>-1 757</b>	<b>0</b>	<b>-3 402</b>	<b>-5 159</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-5 159</b>	<b>0</b>	<b>-5 159</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 120</b>	<b>0</b>	<b>6 120</b>	<b>0</b>	<b>6 120</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat du 2ème semestre 2010				0		78 683	78 683		78 683
Autres variations				0			0		0
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2010</b>	<b>259 269</b>	<b>1 880 786</b>	<b>-16 952</b>	<b>2 123 103</b>	<b>31 022</b>	<b>172 125</b>	<b>2 326 250</b>	<b>0</b>	<b>2 326 250</b>

(en milliers d'euros)	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Elimination des titres auto-détenus						
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2010</b>	<b>259 269</b>	<b>1 880 786</b>	<b>-16 952</b>	<b>2 123 103</b>	<b>31 022</b>	<b>172 125</b>	<b>2 326 250</b>	<b>0</b>	<b>2 326 250</b>
Affectation du résultat 2010		132 995		132 995		-132 995	0		0
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2011</b>	<b>259 269</b>	<b>2 013 781</b>	<b>-16 952</b>	<b>2 256 098</b>	<b>31 022</b>	<b>39 130</b>	<b>2 326 250</b>	<b>0</b>	<b>2 326 250</b>
Augmentation de capital	725			725			725		725
Variation des titres auto détenus			4 279	4 279			4 279		4 279
Annulation des CCI	-3 088	-6 203		-9 291			-9 291		-9 291
Dividendes versés au 1er semestre 2011 (2)				0		-39 130	-39 130		-39 130
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>-2 363</b>	<b>-6 203</b>	<b>4 279</b>	<b>-4 287</b>	<b>0</b>	<b>-39 130</b>	<b>-43 417</b>	<b>0</b>	<b>-43 417</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12 528</b>	<b>0</b>	<b>12 528</b>	<b>0</b>	<b>12 528</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat au 30/06/2011				0		110 617	110 617		110 617
Autres variations				0			0		0
<b>Capitaux propres au 30 juin 2011</b>	<b>256 906</b>	<b>2 007 578</b>	<b>-12 673</b>	<b>2 251 811</b>	<b>43 550</b>	<b>110 617</b>	<b>2 405 978</b>	<b>0</b>	<b>2 405 978</b>

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

(2) : Dividendes servis par la Caisse régionale : 40.646 milliers d'euros, retraitement d'élimination : -4.654 milliers d'euros et dividendes servis par les Caisses Locales : 3.138 milliers d'euros

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	1er semestre 2011	1er semestre 2010	2010
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>157 264</b>	<b>131 326</b>	<b>252 136</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	5 695	6 332	13 118
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	26 480	34 389	50 079
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement	-1 666	-346	-3 094
Résultat net des activités de financement	3 549	3 902	7 603
Autres mouvements	-300	-19 727	-3 113
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>33 758</b>	<b>24 550</b>	<b>64 593</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-266 668	-38 543	-292 447
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-676 218	-582 904	-1 025 575
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	844 452	576 934	1 001 721
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	99 227	-31 149	-72 568
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	-91 958	-48 386	-48 751
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-91 165</b>	<b>-124 048</b>	<b>-437 620</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>99 857</b>	<b>31 828</b>	<b>-120 891</b>
<b>Flux liés aux participations (1)</b>	<b>-8 488</b>	<b>-1 736</b>	<b>5 575</b>
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-5 277</b>	<b>-4 742</b>	<b>-10 756</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>-13 765</b>	<b>-6 478</b>	<b>-5 181</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)</b>	<b>-38 399</b>	<b>-37 571</b>	<b>-39 320</b>
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>-11 307</b>	<b>-4 825</b>	<b>-14 613</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)</b>	<b>-49 706</b>	<b>-42 396</b>	<b>-53 933</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>			
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>	<b>36 386</b>	<b>-17 046</b>	<b>-180 005</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>203 824</b>	<b>383 829</b>	<b>383 829</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	85 755	102 634	102 634
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	118 069	281 195	281 195
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>240 210</b>	<b>366 783</b>	<b>203 824</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	76 587	80 697	85 755
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	163 623	286 086	118 069
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>36 386</b>	<b>-17 046</b>	<b>-180 005</b>

\* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

\*\* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.5 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2011, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale Brie Picardie s'élève à 8.488 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes :

- prise de participation de la SARL Société Picarde de Développement dans SOCADIF : 6.839 milliers d'euros

- versement / restant à effectuer SACAM International : 1.629 milliers d'euros

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale Brie Picardie à ses actionnaires, à hauteur de 39.130 milliers d'euros pour le premier semestre 2011.

# NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

## **1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés**

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale Brie Picardie au 30 juin 2011 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2010 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Par rapport aux états financiers présentés au 30 juin 2010, le Groupe enregistre dorénavant les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi dans les autres éléments du résultat global. Il s'agit d'un changement d'option comptable dans le cadre de la mise en œuvre de la norme IAS19 qui a été appliqué pour la première fois dans les états financiers établis au 31 décembre 2010

Ce changement de méthode comptable n'a pas eu d'impact significatif sur la présentation des états financiers en 2010. En conséquence, l'impact sur les états financiers intermédiaires établis au 30 juin 2011 ne fait pas l'objet d'une communication spécifique.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2011 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2011. Celles-ci portent sur :

<b>Normes, Amendements ou Interprétations</b>	<b>Date de publication par l'Union européenne</b>	<b>Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du</b>
Amendement de la norme IAS 32, relatif au classement des émissions de droits de souscription d'actions.	23 décembre 2009 (UE n° 1293/2009)	1 <sup>er</sup> janvier 2011
Amendement des normes IFRS 1, relatif à des exemptions de fournir des informations comparatives sur les instruments financiers pour les premiers adoptants.	30 juin 2010 (UE n° 574/2010)	1 <sup>er</sup> janvier 2011
Amendement de la norme IAS 24, relatif à l'information au titre des parties liées sous forme d'organisme d'Etat.	19 juillet 2010 (UE 632/2010)	1 <sup>er</sup> janvier 2011
Amendement de l'interprétation IFRIC 14, relatif à la reconnaissance des actifs de régimes à prestations définies.	19 juillet 2010 (UE 633/2010)	1 <sup>er</sup> janvier 2011
Interprétation d'IFRIC 19, relative à l'extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres. Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	23 juillet 2010 (UE n° 662/2010)	1 <sup>er</sup> janvier 2011
Amendements portant améliorations annuelles (2008-2010) modifiant les normes et interprétations suivantes : IFRS 1, IFRS 3, IFRS 7, IAS 1, IAS 27, IAS 34, IFRIC13	18 février 2011 UE n° 149/2011	1 <sup>er</sup> janvier 2011

- L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2011.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010 de la Caisse Régionale Brie Picardie et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale Brie Picardie sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

## **2. Périmètre de consolidation – parties liées**

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2011 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10, il n'y a pas de changement par rapport au 31 décembre 2010.

Sur le premier semestre 2011, un échange de titres a été réalisé entre la Caisse Régionale Brie Picardie et des Caisses Locales. Les parts de la SCI Oise détenus par les Caisses Locales ont été échangées en contrepartie de CCI de la Caisse Régionale.



### 3. Notes relatives au compte de résultat

#### 3.1. Produits et Charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>30/06/2010</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 223	2 196	972
Sur opérations internes au Crédit Agricole	20 467	41 114	20 447
Sur opérations avec la clientèle	318 749	615 202	300 725
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	1 521	2 818	472
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4 245	9 757	5 266
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	17 830	37 011	13 359
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés			
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>364 035</b>	<b>708 098</b>	<b>341 241</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-46	-130	-67
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-132 057	-297 413	-139 865
Sur opérations avec la clientèle	-22 753	-57 780	-29 967
Sur dettes représentées par un titre	-10 683	-6 628	-1 899
Sur dettes subordonnées	-3 549	-7 603	-3 902
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-23 506	-29 109	-13 788
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilées	-11	-83	-71
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-192 605</b>	<b>-398 746</b>	<b>-189 559</b>

(1) dont 6.274 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2011 contre 12.933 milliers d'euros au 31 décembre 2010 et 6.449 milliers d'euros au 30 juin 2010

(2) dont 2.268 milliers d'euros au 30 juin 2011 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 4.844 milliers d'euros au 31 décembre 2010 et 2.503 milliers d'euros au 30 juin 2010

### 3.2. Commissions nettes

	30/06/2011			31/12/2010			30/06/2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Sur opérations avec les établissements de crédit	647	-1 375	-728	1 167	-2 656	-1 489	626	-1 439	-813
Sur opérations internes au Crédit Agricole	19 878	-9 780	10 098	44 697	-23 216	21 481	23 651	-12 659	10 992
Sur opérations avec la clientèle	28 681	-1 006	27 675	53 189	-1 622	51 567	26 845	-907	25 938
Sur opérations sur titres		-277	-277		-262	-262		-190	-190
Sur opérations de change			0			0			0
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	3 108	-468	2 640	6 526	-879	5 647	3 306	-498	2 808
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	84 636	-5 802	78 834	167 520	-11 148	156 372	81 293	-5 534	75 759
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	3 053	-105	2 948	5 267	-509	4 758	2 946	-375	2 571
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>140 003</b>	<b>-18 813</b>	<b>121 190</b>	<b>278 366</b>	<b>-40 292</b>	<b>238 074</b>	<b>138 667</b>	<b>-21 602</b>	<b>117 065</b>

### 3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	2 165	-2 227	-46
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	57	2 664	3 006
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	284	487	232
Résultat de la comptabilité de couverture		111	111
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>2 506</b>	<b>1 035</b>	<b>3 303</b>

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>27 190</b>	<b>27 190</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	12 259	14 931	-2 672
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	14 931	12 259	2 672
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>56 610</b>	<b>56 610</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	28 014	28 596	-582
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	28 596	28 014	582
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>83 800</b>	<b>83 800</b>	<b>0</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2010		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>24 042</b>	<b>23 931</b>	<b>111</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	15 077	8 965	6 112
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	8 965	14 966	-6 001
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>56 904</b>	<b>56 904</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	32 295	24 609	7 686
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	24 609	32 295	-7 686
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>80 946</b>	<b>80 835</b>	<b>111</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>32 925</b>	<b>32 814</b>	<b>111</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	23 960	8 965	14 995
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	8 965	23 849	-14 884
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>71 984</b>	<b>71 984</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	34 836	37 148	-2 312
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	37 148	34 836	2 312
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>104 909</b>	<b>104 798</b>	<b>111</b>

### 3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dividendes reçus	27 410	25 583	25 261
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	2 466	1 760	678
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-4	-11	
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances			
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>29 872</b>	<b>27 332</b>	<b>25 939</b>

\* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8

### 3.5. Produits et charges nets des autres activités

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	49	-127	-48
Autres produits (charges) nets	-3 796	-3 390	1 599
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>-3 747</b>	<b>-3 517</b>	<b>1 551</b>

### 3.6. Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Charges de personnel	-80 921	-161 942	-80 055
Impôts et taxes	-5 813	-9 714	-5 801
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-50 847	-91 550	-47 435
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-137 581</b>	<b>-263 206</b>	<b>-133 291</b>

#### Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Salaires et traitements	-41 733	-83 563	-42 692
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-4 428	-8 864	-4 431
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)		-1 060	
Autres charges sociales	-17 658	-33 600	-16 641
Intéressement et participation	-10 422	-21 011	-9 375
Impôts et taxes sur rémunération	-6 680	-13 844	-6 916
<b>Total charges de personnel</b>	<b>-80 921</b>	<b>-161 942</b>	<b>-80 055</b>

### 3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>-5 630</b>	<b>-12 966</b>	<b>-6 284</b>
- immobilisations corporelles	-5 599	-12 805	-6 230
- immobilisations incorporelles	-31	-161	-54
<b>Dotations aux dépréciations</b>		<b>-25</b>	
- immobilisations corporelles		-25	
- immobilisations incorporelles			
<b>Total</b>	<b>-5 630</b>	<b>-12 991</b>	<b>-6 284</b>

### 3.8. Coût du risque

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>-55 785</b>	<b>-96 552</b>	<b>-65 154</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	-53 082	-87 522	-56 450
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs		-32	
Engagements par signature	-194	-2 734	-1 232
Risques et charges	-2 509	-6 264	-7 472
<b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>	<b>34 706</b>	<b>52 799</b>	<b>36 443</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	30 549	49 990	35 655
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	1 292	193	80
Risques et charges	2 865	2 616	708
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>-21 079</b>	<b>-43 753</b>	<b>-28 711</b>
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-287	-937	-522
Récupérations sur prêts et créances amortis	760	976	598
Décotes sur crédits restructurés	-		
Pertes sur engagements par signature	-		
Autres pertes	-257	-774	-358
<b>Coût du risque</b>	<b>-20 863</b>	<b>-44 488</b>	<b>-28 993</b>

### 3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>87</b>	<b>545</b>	<b>354</b>
Plus-values de cession	87	558	358
Moins-values de cession		-13	-4
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes sur autres actifs</b>	<b>87</b>	<b>545</b>	<b>354</b>

### 3.10. Impôts

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Charge d'impôt courant	-48 814	-81 621	-40 288
Charge d'impôt différé	2 167	1 610	2 404
<b>Charge d'impôt de la période</b>	<b>-46 647</b>	<b>-80 011</b>	<b>-37 884</b>

#### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30/06/2011

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	157 264	34,43%	54 146
Effet des différences permanentes			-257
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-6 034
Effet de l'imposition à taux réduit			-20
Effet des autres éléments			-1 188
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>29,66%</b>	<b>46 647</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéficiaires taxables en France au 30 juin 2011

### 3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote-part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture	Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Variation de juste valeur		-8 923	-1 749		-10 672	
Transfert en compte de résultat		-200			-200	
Variation de l'écart de conversion					0	
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi					0	
Quote-part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>-9 123</b>	<b>-1 749</b>	<b>0</b>	<b>-10 872</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (part minoritaire)</b>					<b>0</b>	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (1)</b>	<b>0</b>	<b>-9 123</b>	<b>-1 749</b>	<b>0</b>	<b>-10 872</b>	<b>0</b>
Variation de juste valeur		-687	-1 346		-2 033	
Transfert en compte de résultat		-2 458		20	-2 438	
Variation de l'écart de conversion					0	
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi				-281	-281	
Quote-part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>-3 145</b>	<b>-1 346</b>	<b>-261</b>	<b>-4 752</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (part minoritaire)</b>					<b>0</b>	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (1)</b>	<b>0</b>	<b>-3 145</b>	<b>-1 346</b>	<b>-261</b>	<b>-4 752</b>	<b>0</b>



	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote-part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture	Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Variation de juste valeur		12 433	1 118		13 551	
Transfert en compte de résultat		-1 023			-1 023	
Variation de l'écart de conversion					0	
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi					0	
Quote-part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>11 410</b>	<b>1 118</b>	<b>0</b>	<b>12 528</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (part minoritaire)</b>					<b>0</b>	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (1)</b>	<b>0</b>	<b>11 410</b>	<b>1 118</b>	<b>0</b>	<b>12 528</b>	<b>0</b>

41

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décomposent comme suit :

	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Montant brut	15 085	(2 431)	(11 032)
Impôt	(2 557)	(2 321)	160
Total net	12 528	(4 752)	(10 872)

#### **4. Informations sectorielles**

Le secteur d'activité du Crédit Agricole Brie Picardie est celui de la Banque de proximité en France. La clientèle du Crédit Agricole Brie Picardie comprend les particuliers, les agriculteurs, les professionnels, les entreprises et les collectivités locales.

Le Crédit Agricole Brie Picardie commercialise toute la gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire et titres), placement d'assurance vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiements. Il distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme assurance vie.

## 5. Notes relatives au bilan

### 5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 849	2 584
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	88 498	88 938
<b>Valeur au bilan</b>	<b>91 347</b>	<b>91 522</b>

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	214	161
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	214	161
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	2 635	2 423
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 849</b>	<b>2 584</b>

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Titres à la juste valeur par résultat sur option	88 498	88 938
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	88 498	88 938
- Actions et autres titres à revenu variable		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>88 498</b>	<b>88 938</b>

**Passifs financiers à la juste valeur par résultat**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	16 163	19 757
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>16 163</b>	<b>19 757</b>

**Passifs financiers détenus à des fins de transaction**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>
Titres vendus à découvert		
Dettes représentées par un titre		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	16 163	19 757
<b>Valeur au bilan</b>	<b>16 163</b>	<b>19 757</b>

## 5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

	30/06/2011			31/12/2010		
	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe	717 019	12 370	3 681	761 102	10 225	3 656
Actions et autres titres à revenu variable	75 028	9 241	1 973	59 308	6 190	2 109
Titres de participation non consolidés	839 364	40 910	5 380	822 558	32 634	5 175
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>1 631 411</b>	<b>62 521</b>	<b>11 034</b>	<b>1 642 968</b>	<b>49 049</b>	<b>10 940</b>
Créances disponibles à la vente						
<b>Total des créances disponibles à la vente</b>						
<b>Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>1 631 411</b>	<b>62 521</b>	<b>11 034</b>	<b>1 642 968</b>	<b>49 049</b>	<b>10 940</b>
<b>Impôts</b>		<b>8 131</b>	<b>1 947</b>		<b>6 200</b>	<b>1 984</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'IS)</b>		<b>54 390</b>	<b>9 087</b>		<b>42 849</b>	<b>8 956</b>

### 5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

#### Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30/06/2011	31/12/2010
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	26 425	25 238
dont comptes ordinaires débiteurs sains	6 950	5 128
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	7 825	5 728
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
<b>Total</b>	<b>34 250</b>	<b>30 966</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>28</b>	<b>30</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>34 278</b>	<b>30 996</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	172 229	134 995
Comptes et avances à terme	957 320	865 699
Titres non cotés sur un marché actif	54 100	54 100
Prêts subordonnés		
<b>Total</b>	<b>1 183 649</b>	<b>1 054 794</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>19 711</b>	<b>29 438</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>1 203 360</b>	<b>1 084 232</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 237 638</b>	<b>1 115 228</b>

## **Prêts et créances sur la clientèle**

	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	8 715	9 048
Autres concours à la clientèle	15 749 129	15 182 605
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	90 400	90 400
Titres non cotés sur un marché actif	5 415	5 415
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	230 719	192 949
Comptes ordinaires débiteurs	100 192	110 985
<b>Total</b>	<b>16 184 570</b>	<b>15 591 402</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>122 921</b>	<b>113 403</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>387 823</b>	<b>371 383</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>15 919 668</b>	<b>15 333 422</b>
<b>Opérations de location-financement</b>		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Créances rattachées</b>		
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>15 919 668</b>	<b>15 333 422</b>

## **Créances apportées en garantie :**

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011, la Caisse Régionale Brie Picardie a apporté 6.013.926 K€ de créances en garantie dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 4.787.826 K€ en 2010. La Caisse Régionale Brie Picardie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale Brie Picardie a apporté :

- 2.023.796 K€ de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France contre 2.020.953 K€ en 2010 ;
- 565.846 K€ de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 690.644 K€ en 2010 ;
- 1.465.122 K€ de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 1.369.775 K€ en 2010 ;
- 1.944.967 K€ de créances dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par Crédit Agricole Covered Bonds, contre 701.411 K€ en 2010 ;
- 14.196 K€ de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 5.043 K€ en 2010.

**Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	30/06/2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	813				813
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	34 250				34 250
Institutions non établissements de crédit	1 706 174	1 566	1 159		1 705 015
Grandes entreprises	2 918 014	120 518	84 422	21 679	2 811 913
Clientèle de détail	11 559 569	200 131	146 513	87 872	11 325 184
<b>Total *</b>	<b>16 218 820</b>	<b>322 215</b>	<b>232 094</b>	<b>109 551</b>	<b>15 877 175</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>					<b>76 771</b>
<b>Valeurs au bilan</b>					<b>15 953 946</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 8.343 milliers d'euros

	31/12/2010				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	8 361				8 361
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	30 966				30 966
Institutions non établissements de crédit	1 631 634	1 960	1 192		1 630 442
Grandes entreprises	2 931 477	121 060	82 598	20 835	2 828 044
Clientèle de détail	11 019 930	194 744	141 204	80 124	10 798 602
<b>Total *</b>	<b>15 622 368</b>	<b>317 764</b>	<b>224 994</b>	<b>100 959</b>	<b>15 296 415</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>					<b>68 003</b>
<b>Valeurs au bilan</b>					<b>15 364 418</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 66 336 milliers d'euros



#### 5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

	31/12/2010	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2011
<i>(en milliers d'euros)</i>							
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>	<b>0</b>						<b>0</b>
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>371 383</b>		<b>57 368</b>	<b>-40 928</b>			<b>387 823</b>
dont dépréciations collectives	100 959		8 592				109 551
<b>Opérations de location financement</b>	<b>0</b>						<b>0</b>
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>	<b>0</b>						<b>0</b>
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>2 490</b>		<b>4</b>	<b>-32</b>			<b>2 462</b>
<b>Autres actifs financiers</b>	<b>35</b>						<b>35</b>
<b>Total des dépréciations d'actifs financiers</b>	<b>373 908</b>	<b>0</b>	<b>57 372</b>	<b>-40 960</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>390 320</b>

## 5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

### Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	<b>7 932</b>	<b>5 783</b>
dont comptes ordinaires créditeurs	98	47
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
<b>Sous-total</b>	<b>7 932</b>	<b>5 783</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>19</b>	<b>22</b>
<b>Total</b>	<b>7 951</b>	<b>5 805</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	15 458	22 007
Comptes et avances à terme	9 998 723	10 179 239
<b>Sous-total</b>	<b>10 014 181</b>	<b>10 201 246</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>35 784</b>	<b>39 019</b>
<b>Total</b>	<b>10 049 965</b>	<b>10 240 265</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>10 057 916</b>	<b>10 246 070</b>

### Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Comptes ordinaires créditeurs	3 248 610	3 358 642
Comptes d'épargne à régime spécial	63 861	54 515
Autres dettes envers la clientèle	936 415	894 469
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
<b>Total</b>	<b>4 248 886</b>	<b>4 307 626</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>19 805</b>	<b>26 837</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>4 268 691</b>	<b>4 334 463</b>

## 5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
<b>Dettes représentées par un titre</b>		
Bons de caisse	38	50
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	2 260 152	1 453 652
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
<b>Total</b>	<b>2 260 190</b>	<b>1 453 702</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>5 134</b>	<b>1 652</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 265 324</b>	<b>1 455 354</b>
<b>Dettes subordonnées</b>		
Dettes subordonnées à durée déterminée	149 760	160 474
Dettes subordonnées à durée indéterminée		1
Dépôt de garantie à caractère mutuel	173	173
Titres et emprunts participatifs		
<b>Total</b>	<b>149 933</b>	<b>160 648</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>3 453</b>	<b>496</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>153 386</b>	<b>161 144</b>

## 5.7. Immeubles de placement

	31/12/2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2011
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Valeur brute	5 109		34	-30			5 113
Amortissements et dépréciations	-2 606		-65	5			-2 666
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 503</b>	<b>0</b>	<b>-31</b>	<b>-25</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 447</b>

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

## 5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

	31/12/2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2011
<i>(en milliers d'euros)</i>							
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	283 857		6 976	-2 345			288 488
Amortissements & Dépréciations (1)	-197 675		-5 599	237			-203 037
<b>Valeur au bilan</b>	<b>86 182</b>	<b>0</b>	<b>1 377</b>	<b>-2 108</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>85 451</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	16 477		28	-36			16 469
Amortissements & Dépréciations	-13 749		-31	6			-13 774
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 728</b>	<b>0</b>	<b>-3</b>	<b>-30</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 695</b>

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

## 5.9. Provisions

	31/12/2010	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2011
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Risques sur les produits épargne logement	17 010		10		-1 990			15 030
Risques d'exécution des engagements par signature	4 365		194		-1 292			3 267
Risques opérationnels	20 910		4 439	-20	-1 917			23 412
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 505		596	-62				2 039
Litiges divers	18 113		2 351	-32	-545			19 887
Participations	1 427		1 014		-361			2 080
Restructurations								0
Autres risques	11 054		2 851	-665	-108			13 132
<b>Total</b>	<b>74 384</b>	<b>0</b>	<b>11 455</b>	<b>-779</b>	<b>-6 213</b>		<b>0</b>	<b>78 847</b>

## Provision épargne-logement :

### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	36 260	
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 731 083	1 645 839
Ancienneté de plus de 10 ans	757 912	776 025
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 525 255</b>	<b>2 421 864</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>429 530</b>	<b>426 797</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>2 954 785</b>	<b>2 848 661</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2011 pour les données au 30 juin 2011 et à fin novembre 2010 pour les données au 31 décembre 2010, et hors prime d'état

### Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>
<b>Plans d'épargne-logement :</b>	<b>57 647</b>	<b>65 702</b>
<b>Comptes épargne-logement :</b>	<b>147 730</b>	<b>155 220</b>
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>205 377</b>	<b>220 922</b>

### Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 080	1 530
Ancienneté de plus de 10 ans	11 510	13 050
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>12 590</b>	<b>14 580</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>2 440</b>	<b>2 430</b>
<b>Total provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>15 030</b>	<b>17 010</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

## 5.10. Capitaux propres

### ➤Composition du capital au 30 juin 2011

Au 30 juin 2011, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres
<b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b>	<b>16 908 614</b>
Dont part du Public	15 802 299
Dont part Crédit Agricole S.A.	396 180
Dont part Auto-détenue	710 135
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>13 591 547</b>
Dont part du Public	
Dont part Crédit Agricole S.A.	13 591 547
<b>Parts sociales</b>	<b>24 956 540</b>
Dont 91 Caisses Locales	24 956 515
Dont 24 personnes physiques	24
Dont Crédit Agricole S.A.	1
<b>TOTAL</b>	<b>55 456 701</b>

La valeur nominale des titres est de 5 € et le montant total du capital est 277.283.505 €

### ➤Dividendes

Au titre de l'exercice 2010, l'Assemblée générale de la Caisse Régionale Brie Picardie a approuvé le versement d'un dividende net par part sociale de 0,155 euros.

#### Dividendes

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2007	1,10	1,10	0,20
2008	1,11	1,11	0,20
2009	1,16	1,16	0,175
2010	1,23	1,23	0,155

#### Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 39.130 milliers d'euros.

## 6. Engagements de financement et de garantie

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>2 280 051</b>	<b>2 232 689</b>
. Engagements en faveur d'établissements de crédit	332	
. Engagements en faveur de la clientèle	2 279 719	2 232 689
Ouverture de crédits confirmés	1 495 062	1 496 219
- Ouverture de crédits documentaires	4 032	29 116
- Autres ouvertures de crédits confirmés	1 491 030	1 467 103
Autres engagements en faveur de la clientèle	784 657	736 470
<b>Engagements de garantie</b>	<b>227 323</b>	<b>231 128</b>
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	1 034	61
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	1 012	61
Autres garanties	22	
. Engagements d'ordre de la clientèle	226 289	231 067
Cautions immobilières	21 673	13 371
Garanties financières	95 156	116 127
Autres garanties d'ordre de la clientèle	109 460	101 569
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>1 001 138</b>	<b>750 152</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	1 001 138	750 152
. Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>3 704 509</b>	<b>3 544 551</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	1 243 916	1 090 755
. Engagements reçus de la clientèle	2 460 593	2 453 796
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	895 374	854 731
Autres garanties reçues	1 565 219	1 599 065



## **7. Reclassements d'instruments financiers**

- **Principes retenus par le groupe**

Les reclassements hors de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction » ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

- **Reclassements effectués par la Caisse Régionale Brie Picardie**

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale Brie Picardie n'a pas opéré en 2011 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

## 8. Juste valeur des instruments financiers

### 8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011		31/12/2010	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
<b>ACTIFS</b>				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 237 638	1 237 638	1 115 228	1 115 228
Prêts et créances sur la clientèle	15 919 668	15 919 668	15 333 422	15 333 422
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	202 146	202 447	208 997	211 476
Immeubles de placement	2 447	2 447	2 503	2 503
<b>PASSIFS</b>				
Dettes envers les établissements de crédits	10 057 916	10 057 916	10 246 070	10 246 070
Dettes envers la clientèle	4 268 691	4 268 691	4 334 463	4 334 463
Dettes représentées par un titre	2 265 324	2 265 324	1 455 354	1 455 354
Dettes subordonnées	153 386	153 386	161 144	161 144

## 8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

- Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

### Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation

	<b>Total 30/06/2011</b>	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : <b>Niveau 1</b>	valorisation fondée sur des données observables : <b>Niveau 2</b>	valorisation fondée sur des données non observables : <b>Niveau 3</b>	<b>Total 31/12/2010</b>	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : <b>Niveau 1</b>	valorisation fondée sur des données observables : <b>Niveau 2</b>	valorisation fondée sur des données non observables : <b>Niveau 3</b>
<i>(en milliers d'euros)</i>								
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>2 849</b>	<b>214</b>	<b>2 635</b>	<b>0</b>	<b>2 584</b>	<b>161</b>	<b>2 423</b>	<b>0</b>
Créances sur les établissements de crédit	0				0			
Créances sur la clientèle	0				0			
Titres reçus en pension livrée	0				0			
Titres détenus à des fins de transaction	214	214	0	0	161	161	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0				0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	214	214			161	161		
Actions et autres titres à revenu variable	0				0			
Instruments dérivés	2 635		2 635		2 423		2 423	
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>88 498</b>	<b>0</b>	<b>88 498</b>	<b>0</b>	<b>88 938</b>	<b>0</b>	<b>88 938</b>	<b>0</b>
Créances sur la clientèle	0				0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0				0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	88 498	0	88 498	0	88 938	0	88 938	0
Effets publics et valeurs assimilées	0				0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	88 498		88 498		88 938		88 938	
Actions et autres titres à revenu variable	0				0			
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>1 631 411</b>	<b>722 628</b>	<b>908 783</b>	<b>0</b>	<b>1 642 968</b>	<b>750 865</b>	<b>892 103</b>	<b>0</b>
Effets publics et valeurs assimilées	0				0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	717 019	692 406	24 613		761 102	725 280	35 822	
Actions et autres titres à revenu variable	914 392	30 222	884 170		881 866	25 585	856 281	
Créances disponibles à la vente	0				0			
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>23 083</b>		<b>23 083</b>		<b>0</b>			
<b>Total actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>1 745 841</b>	<b>722 842</b>	<b>1 022 999</b>	<b>0</b>	<b>1 734 490</b>	<b>751 026</b>	<b>983 464</b>	<b>0</b>

## Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Total 30/06/2011</b>	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : <b>Niveau 1</b>	valorisation fondée sur des données observables : <b>Niveau 2</b>	valorisation fondée sur des données non observables : <b>Niveau 3</b>	<b>Total 31/12/2010</b>	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : <b>Niveau 1</b>	valorisation fondée sur des données observables : <b>Niveau 2</b>	valorisation fondée sur des données non observables : <b>Niveau 3</b>
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>16 163</b>	<b>0</b>	<b>16 163</b>	<b>0</b>	<b>19 757</b>	<b>0</b>	<b>19 757</b>	<b>0</b>
Titres vendus à découvert	0				0			
Titres donnés en pension livrée	0				0			
Dettes représentées par un titre	0				0			
Dettes envers la clientèle	0				0			
Dettes envers les établissements de crédit	0				0			
Instruments dérivés	16 163		16 163		19 757		19 757	
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>0</b>				<b>0</b>			
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>31 630</b>		<b>31 630</b>		<b>36 429</b>		<b>36 429</b>	
<b>Total passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>47 793</b>	<b>0</b>	<b>47 793</b>	<b>0</b>	<b>56 186</b>	<b>0</b>	<b>56 186</b>	<b>0</b>

## **9. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire**

La Caisse Régionale Brie Picardie n'a pas constaté d'événements significatifs postérieurs à la fin de la période intermédiaire.

## 10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2011

Le périmètre de consolidation de la Caisse Régionale Brie Picardie est composé de la Caisse régionale seule, 91 caisses locales et 2 filiales (Immobilière de Picardie, Société Picarde de Développement)

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Implantation	Evolution du périmètre	Méthode au 30 juin 2011	% de contrôle		% d'intérêt	
				31/12/2010	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2011
<b>Établissements bancaires et financiers</b> ...							
<b>Sociétés de bourse</b> ...							
<b>Sociétés d'investissement</b> ...							
<b>Sociétés de crédit bail et de location</b> ...							
<b>Assurances</b> ...							
<b>Divers</b>							
S.A. Immobilière de Picardie	France		Intégration globale	100%	100%	100%	100%
SARL Société Picarde de Développement	France		Intégration globale	100%	100%	100%	100%

Les 91 caisses locales comprises dans le périmètre de consolidation sont :

AUXILIAIRE, VAL D'EUROPE, BRAY SUR SEINE, BRIE COMTE ROBERT, GATINAIS SUD, COULOMMIERS, CRECY LA CHAPELLE, DAMMARTIN EN GOELE, DONNEMARIE, CHAPELLE LA REINE ,FERTE GAUCHER, FERTE SS JOUARRE, LAGNY SUR MARNE, LIZY SUR OURCQ, LORREZ LE BOCAGE, MEAUX, MELUN, MONTEREAU, MORET SUR LOING, NANGIS, NEMOURS, PROVINS, REBAIS, ROZAY EN BRIE, TOURNAN EN BRIE, MORMANT , CHATELET FONTAINEBLEAU, ACHEUX, AILLY, BERNAVILLE, AIRAINES, CONTY, CORBIE, DOMART, DOULLENS, ESCARBOTIN, GAMACHES, HORNOY, MONTDIDIER, MOREUIL, CRECY, OISEMONT, POIX, ROSIERES, ROYE, SAINT RIQUIER, RUE, SAINT VALERY, VILLERS BRETONNEUX, ALBERT, BRAY, CHAULNES, COMBLES, HAM, NESLE, PERONNE, ROISEL, AMIENS, ABBEVILLE, VILLERS BOCAGE, UNISOMME, FORMERIE, ATTICHY, AUNEUIL, BEAUVAIS NIVILLERS, BRETEUIL, CHAUMONT, COUDRAY, CREIL, FROISSY, CREPY EN VALOIS, CREVECOEUR, LIANCOURT, MARSEILLE EN BEAUVAISIS, MERU, MOUY, NANTEUIL LE HAUDOUIIN, NEUILLY EN THELLE, NOAILLES, GRANDVILLERS, NOYON, PONT STE MAXENCE, RESSONS, RIBECOURT, ST JUST EN CHAUSSEE, SENLIS, SONGEONS, VEXIN, CHANTILLY, GUISCARD, UNI OISE.

### **3. DECLARATION DU RESPONSABLE**

# Déclaration du Responsable du rapport financier semestriel de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Amiens, le 26 juillet 2011

Le Directeur Général

Patrick Clavelou



## **4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2011

Aux Sociétaires  
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie  
500, rue Saint Fuscien  
80000 Amiens

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui décrit les nouvelles normes et interprétations appliquées à compter du 1er janvier 2011, et qui expose un changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation des écarts actuariels concernant les régimes à prestations définies au titre des avantages postérieurs à l'emploi.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie,  
le 29 juillet 2011

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Eric Bulle  
Associé

Mazars  
Franck Boyer  
Associé

